

***l'Anti*capitaliste**

n°401 | 19 octobre 2017 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

EN FINIR AVEC

LA DISPERSION



FOUTRE LE BORDDEL TOUS ENSEMBLE

Dossier

EN FINIR AVEC LE NUCLÉAIRE

Pages 6 et 7

ÉDITO

Cantat, Weinstein, la culture
et l'idéologie dominante

Page 2

PREMIER PLAN

Répression: procès de la
voiture brûlée: police partout,
justice complice!

Page 3



ACTU INTERNATIONALE

Grèce: nouvelles
agressions nazies

Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Fatima sur
l'affaire du Levothyrox

Page 12



édito

Par MIMOSA EFFE

Cantat, Weinstein, la culture et l'idéologie dominante

Il en fallait bien un pour défendre le producteur étatsunien coupable de viols, d'agressions et de harcèlement avec une liste de victimes qui ne cesse de s'allonger. Un autre agresseur s'est ainsi senti obligé de se solidariser à demi-mots. Woody Allen a déclaré le 15 octobre à la BBC: « C'est tragique pour les pauvres femmes qui se sont retrouvées impliquées. Et triste pour Harvey dont la vie est tellement bouleversée. »

Mais dans cette affaire, le plus révoltant c'est que tout le monde savait. Ainsi, une vidéo datant de 2005 a fait sa réapparition, dans laquelle l'actrice et musicienne Courtney Love donnait déjà l'information à une chaîne de télévision. Aujourd'hui Weinstein va être banni du show business, et évidemment on ne va pas le plaindre. Mais il ne faudrait pas oublier tous ceux, hommes politiques, producteurs, acteurs, hommes de pouvoir... dont on sait qu'ils sont des agresseurs et que les médias, le monde politique et l'industrie culturelle ne bannissent pas: Dominique Strauss-Kahn, Roman Polanski, Woody Allen, Casey Affleck, Johnny Depp, ainsi que leurs défenseurs, à commencer par Finkielkraut ou BHL.

Dans ce genre d'horreurs, qu'elles concernent des personnalités publiques ou des inconnus, nombreux et nombreuses sont ceux et celles qui savent mais se taisent. Quelle surprise quand on voit le traitement médiatique qui est réservé à celles qui osent parler: on n'oubliera pas les larmes de Sandrine Rousseau ni le qualificatif de «troussage de domestique», employé par Jean-François Kahn pour parler du viol de Nafissatou Diallo par DSK. Et on n'oubliera pas que, sous couvert de résistance au «traitement horrible» que subirait Bertrand Cantat, dont la violence aura été jusqu'à tuer Marie Trintignant, les *Inrocks* lui ont offert la «Une», lui ont donné une tribune, et ont jeté à la figure de toutes les femmes un symbole de la violence conjugale, des féminicides, de la négation de la parole des femmes, quand Marie Trintignant, elle, ne pourra plus jamais avoir de tribune.

Il ne s'agit pas d'un nom ni du nombre d'années de prison. Ce n'est pas un problème d'individus mais bien du patriarcat. En ce sens, les réseaux sociaux ont permis de visibiliser cette violence en pointant une oppression structurelle, et ont permis aux femmes de se solidariser les unes des autres. Mais la réponse durable ne viendra pas des réseaux sociaux: il faut reprendre la rue contre les violences, en commençant dès le 25 novembre prochain.

BIEN DIT

« Pour que les bailleurs privés baissent leurs loyers, il faut les obliger à le faire. Il faut encadrer les loyers à la baisse, il n'y a pas d'autre solution. Et ce sont les aides aux locataires modestes qui sont baissées! »

JEAN-BAPTISTE EYRAUD, porte-parole du DAL, Francetvinfo.fr, 14 octobre 2017

À la Une

En finir avec la dispersion Fouter le bordel tous ensemble

Avec la journée de grève et de manifestation de ce jeudi 19 octobre appelée par la CGT (et soutenue du bout des lèvres par Solidaires), c'est la quatrième fois en un mois et demi que la colère sociale s'exprime massivement dans la rue.

Salariés du public, du privé, jeunes, chômeurs et retraités sont visiblement disponibles, par dizaines ou centaines de milliers quasiment chaque semaine depuis la rentrée, pour engager sérieusement la lutte contre le gouvernement et le patronat. Ce constat provoque de plus en plus de discussions sur la stratégie des directions syndicales parmi les militants syndicalistes et les salariés les plus déterminés à stopper l'offensive menée par Macron et ses sbires. Quand vont donc cesser les appels dispersés, secteur par secteur, public d'un côté, privé de l'autre, syndicat par syndicat?

Gagner face à Macron, c'est possible!

Une première évidence s'impose: si ces quatre journées avaient été regroupées les unes derrière les autres la même semaine, cela aurait forcément donné une autre force et une autre dimension au mouvement, pour commencer à faire vivre la réalité de la grève qui peut bloquer l'économie. Une deuxième évidence s'impose ensuite: pourquoi découpler la mobilisation du public et du privé ou celle des cheminotEs de celle des fonctionnaires ou des métallos ou des salariés de la santé alors que nous sommes tous et toutes attaqués et que c'est seulement tous ensemble qu'on peut gagner? Des évidences peut-être. En tout cas de plus en plus partagées parmi celles et ceux qui sont les plus mobilisés... mais bien loin de ce que



sont en train de nous concocter les dirigeants des principales organisations syndicales pour la suite du calendrier de mobilisation.

En finir avec la stratégie de la dispersion

De la réunion intersyndicale du 9 octobre n'est sorti que l'appel de la seule CGT à la mobilisation le 19 octobre, car aucune autre direction syndicale n'a jugé bon d'appeler à quoi que ce soit. Solidaires peut critiquer les appels aux journées «saute-moutons» de la CGT mais n'a aucune stratégie alternative à cette heure. L'appel au 19 a été d'ailleurs timide du côté de la CGT elle-même: dans certains départements, la CGT n'a même pas clairement appelé à la grève ni à manifester. Une nouvelle réunion des directions nationales des syndicats se tient le 24 octobre: il y sera question d'une nouvelle journée de mobilisation au mois de novembre. En clair: il est urgent d'attendre. La CGT compte cette fois sur FO pour un appel commun contre les ordonnances sur le travail. Mais le même jour aura

lieu aussi une intersyndicale de la Fonction publique... le comble serait qu'on se retrouve avec deux journées séparées public/privé!

Refuser la mascarade du «dialogue social»

Pendant ce temps-là, le ballet des «discussions» a repris à l'Élysée et à Matignon, cette fois sur la réforme de la formation professionnelle et de l'assurance chômage. Tous les dirigeants syndicaux ont accepté l'invitation du président et du Premier ministre, y compris ceux de Solidaires. Mais sourire à Macron et serrer la main de Philippe sous les flashes des photographes, c'est entrer dans leur jeu, car l'objectif du gouvernement est clair: il prétend ouvrir des négociations, puis il mènera sa politique comme il l'a décidé, c'est-à-dire uniquement dans l'intérêt des patrons! En prétendant discuter avec les organisations syndicales sur d'autres sujets que la loi travail, le gouvernement veut nous faire croire que les ordonnances, c'est plié et dans la poche, et qu'il faut passer à autre

chose. Le compte rendu interne à la CGT de la rencontre entre Martínez et Macron n'a pas dû faire très peur au gouvernement puisqu'il se conclut par ses lignes: « En résumé, Macron a pris quelques engagements et nous ne manquerons pas de vérifier que ceux-ci seront tenus. »

Imposons notre calendrier: celui pour gagner!

Macron, lors de son interview de dimanche soir, s'est (mal) défendu d'être le président des riches et a effectivement assuré qu'il allait tenir ses engagements! Sur son agenda proche figurent notamment les attaques contre l'assurance chômage: les «fainéants» seront bientôt moins indemnisés, et moins longtemps. Une raison supplémentaire pour ne plus rester l'arme au pied.

Le gouvernement peut reculer. Il l'a fait une première fois devant la menace des routiers de bloquer le pays. La deuxième fois s'est déroulée en toute discrétion, jeudi 12 octobre, pour les salariés des ports et docks: il ne sera pas non plus possible dans ce secteur de négocier entreprise par entreprise sur des questions cruciales pour les salariés, et la primauté de la convention collective sur les ordonnances travail est garantie. Le gouvernement ne s'exprime bien sûr pas sur ces reculades, car il ne veut pas que cet exemple puisse être contagieux. Car c'est la preuve qu'il est tout à fait possible de défaire ce qui a été fait et voté, et que le gouvernement serait incapable de résister à une mobilisation massive des travailleurEs.

Jusqu'à présent, c'est lui qui a imposé son agenda. C'est maintenant à nous de le bousculer et d'imposer notre calendrier social: avant la ratification des ordonnances par le Parlement mi-novembre, il faut une manifestation nationale et une vraie journée de grève interprofessionnelle pour démarrer le mouvement d'ensemble, qui passe inévitablement par la grève reconductible.

Marie-Hélène Duverger

CATALOGNE

« Madrid pourrait prendre le contrôle de la région »

Entretien. Andreu Coll, membre d'Anticapitalistas, revient sur la dernière passe d'armes entre le gouvernement de Madrid et la Generalitat. La tentative de conciliation de cette dernière a été balayée par Mariano Rajoy.

Quelles sont les dernières nouvelles? [Le président catalan] Puigdemont n'a pas clairement déclaré l'indépendance: il a demandé un dialogue et reporté l'indépendance de deux mois. L'idée était de gagner du temps, d'impliquer les institutions européennes dans la négociation pour obtenir une espèce de pacte

entre les élites, le Parti populaire se disant prêt à une réforme institutionnelle. Rajoy a répondu, avec le soutien du PSOE, que si la Generalitat ne clarifie pas sa position d'ici jeudi [19 octobre], le gouvernement appliquera l'article 155, qui permet à Madrid de prendre le contrôle de la région.

Est-ce que la Generalitat regrette d'avoir été aussi loin dans le conflit?

Puigdemont a été soumis à une énorme pression: des entreprises ont déplacé leur siège de Catalogne, il y a eu un appel européen à ne pas aller à l'indépendance. Ils croyaient que l'indépendance se ferait par magie. Ils étaient également sous pression des organisations indépendantistes de masse et de la CUP [Candidatura d'Unitat Popular], qui peut faire tomber le gouvernement à tout moment.

En quoi consisterait concrètement la mise en place de l'article 155?

Madrid peut prendre le contrôle de la Generalitat. Ils ne peuvent pas la dissoudre directement car une grande partie de l'administration publique en dépend. Leur solution serait de nommer un président qui soit lié directement au PP et au gouvernement central. Il existe une figure symbolique dans toutes les communautés autonomes, le délégué du gouvernement, qui pourrait être nommé président de la Generalitat.

La population ne laissera pas faire... Non. Cela risque d'être accompagné d'un état d'exception car les réactions peuvent être énormes. Ce lundi [16 octobre] ont été jugés à Madrid Jordi Sanchez de l'Assemblée nationale catalane, Jordi Cuixat d'Omnium!, le chef de la police catalane Josep Lluís Traperó ainsi que sa numéro 2 Teresa Laplana, accusés de sédition. Un premier jugement a été rendu: Cuixat et Sanchez sont emprisonnés,

Un monde à changer

PARTICIPATION: ENFUMAGE MACRONIEN. «Je souhaite que l'on puisse revisiter cette belle invention gaulliste de l'intéressement et de la participation». Dans son interview télévisée du dimanche 15 octobre, Emmanuel Macron a glissé quelques mots sur ces éléments de rémunération qui, pour une partie des salariéEs, s'ajoutent au salaire proprement dit. Les salariéEs, a déclaré Macron, doivent «quand ça va mieux, avoir leur part de réussite». Un débat sera (peut-être) lancé en 2018 sur le sujet. Cette vieille lune gaulliste du partage des profits revient de temps à autre chez les politiques quand ils doivent donner de la poésie à une réalité difficile à vendre. En 2009, Sarkozy avait fait plus fort: en pleine crise financière et après les manifestations massives du 29 janvier 2009, il avait proposé un partage des profits selon «la règle des trois tiers»: un tiers pour les actionnaires, un tiers pour les salariéEs, un tiers pour l'investissement. Pour la mettre en place il avait commandé un rapport. Puis ce fut l'enterrement. Sans fleurs ni couronnes. Rappelons que l'intéressement et la participation ne bénéficient qu'à une partie des salariéEs du privé, surtout celles et ceux des grandes entreprises.

Et que, si un peu plus de pouvoir d'achat peut toujours sembler bon à prendre, les sommes concernées ne sont pas soumises à cotisations sociales et il n'y a aucune garantie à ce qu'elles soient reconduites d'une année sur l'autre. Mais surtout, la plupart des dispositifs intègrent des critères introduisant une concurrence entre services, des pressions sur la productivité et même sur la déclaration des accidents de travail. De plus, le montant distribué dépend aussi de la façon dont les comptes de l'entreprise sont présentés: pour réduire la base sur laquelle sont calculés intéressement et participation, les patrons savent organiser des circuits qui font «fuir» les profits. Ainsi, la quasi-totalité des bénéfices de Lapeyre (contrôlé par le groupe Saint-Gobain) a échappé pendant des années à la participation des 1700 salariéEs car ils étaient transférés vers deux sociétés holding sans salariéEs et ensuite reversés à Saint-Gobain. Les salariéEs, soutenus par la CGT et FO, avaient porté l'affaire en justice: le 26 septembre dernier, le tribunal de grande instance de Nanterre a tranché en faveur de Lapeyre!

RÉPRESSION Procès de la voiture brûlée: police partout, justice complice!

Le mercredi 11 octobre, le tribunal de Paris était l'annexe d'un commissariat, au propre comme au figuré.

Au propre: triple fouille pour entrer, des dizaines de policiers et de gendarmes nassaient le hall de la salle d'audience où se tenait le délibéré du procès des inculpés pour la voiture de police brûlée le 18 mai 2015 quai de Valmy. Au figuré: le tribunal a suivi le parquet qui avait lui-même suivi l'injonction gouvernementale à «des sanctions implacables». Coïncidence? La loi inscrivant les mesures de l'état d'urgence dans le droit commun était votée le même jour à l'Assemblée.

Absence de preuves

Malgré le manque de preuves en dehors du témoignage anonyme d'un flic de renseignement, le tribunal a décrété «l'absence de tout doute raisonnable» pour condamner à des peines de prison sept des inculpés. L'un d'entre eux, sous mandat d'arrêt, a été condamné en son absence à sept ans de prison. Deux autres, condamnés à quatre ans (dont deux ans avec sursis) et cinq ans (dont deux ans et demi avec sursis) sont retournés en prison. Trois



© paris-luttes.info

ont été condamnés à des peines de prison ferme mais sans mandat de dépôt. Ils ont donc pu sortir libres du tribunal. Un des inculpés, accusé uniquement pour avoir regardé la scène, a été condamné à un an de prison avec sursis pour avoir «encouragé les violences par sa présence». Les deux derniers inculpés ont été relaxés (alors même qu'ils avaient été dénoncés par le fameux témoin anonyme). Comme l'avait fait le procureur, le président a rendu un hommage appuyé au courage des policiers. L'instruction avait dû se résoudre à requalifier les faits, abandonnant le chef d'inculpation pour homicide volontaire qui ne tenait manifestement pas. Mais le président du tribunal a expliqué qu'en sortant du

véhicule, les policiers ont «échappé à une mort certaine», ajoutant qu'«un fumigène est aussi dangereux au moins qu'un cocktail molotov». Les contradictions avérées dans le témoignage du RG? Silence. Tout ce qui est à charge est bon à prendre. Alors ne restait plus qu'à lister les fameux «faisceaux d'indices»: la couleur d'un caleçon, le reflet rouge de la monture des lunettes, la couleur des sourcils pour l'un et l'épaisseur des sourcils pour l'autre, les cernes autour des yeux ou la taille supposée d'un téléphone jugée à la déformation qu'il fait dans la poche d'un pantalon... Voilà les «faits probants» cités pour justifier «l'absence de tout doute raisonnable» et condamner à des peines de prison ferme!

Solidarité inconditionnelle face à la répression

Alors, bien sûr, il y a le soulagement normal de ceux des inculpés qui sont sortis libres du tribunal. Mais, comme eux, on ne doit pas oublier les deux camarades reconduits en prison, les 50 000 euros accordés à l'État, au syndicat Alliance et aux deux flics. Cette solidarité minimale doit être prise en charge collectivement.

On ne doit pas oublier qu'un des inculpés qui a été relaxé a fait 42 jours en prison.

On ne doit pas oublier que ce procès a encore plus légitimé, pour l'avenir, les peines de prison ferme pour des dégâts matériels. Qu'il a légitimé des condamnations basées sur le soupçon et le délit d'opinion.

On ne doit pas oublier qu'il s'agissait seulement, pour l'appareil judiciaire, de légitimer et renforcer un État de plus en plus policier.

Face à cela, on ne peut que s'alerter du silence assourdissant lors de ce procès de la plupart des organisations qui appellent à la lutte contre les attaques antisociales du gouvernement Macron.

Parce que les tribunaux et les prisons, comme les frontières, sont des murs qui bouchent toute voie vers l'émancipation de toutes et tous, la solidarité inconditionnelle face à la répression est incontournable.

Denis Godard

Le chiffre

1 797 €/mois

En 2015 (dernier chiffre disponible), sur la base d'un temps plein, la moitié des salariéEs du secteur privé percevaient un salaire net inférieur ou égal à 1 797 euros par mois (salaire net médian). Ce montant était de 1 906 euros pour les hommes et de 1 650 euros pour les femmes (qui par ailleurs, sont plus touchées par le temps partiel). Le salaire net moyen des ouvrierEs était (toujours pour un temps plein) de 1 717 euros par mois et celui des employéEs de 1 637 euros.



Agenda

Samedi 21 octobre, manifestation pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, Lannemezan (Hautes-Pyrénées). Départ à 14 h de la gare de Lannemezan, arrivée devant la prison. Cars et covoiturage au départ de plusieurs villes (voir article page 8). Infos: campagne.unitaire.gabdallah@gmail.com

Samedi 21 et dimanche 22 octobre, week-end de formation du NPA Bretagne, Châteaulin. À partir de samedi à 13 h 30 jusqu'au dimanche midi. Au programme: la révolution d'Octobre; État, violences policières, répression; Capitalisme et climat. Infos: npa.kemper@gmail.com

Jeu 9 novembre, réunion publique sur la révolution russe avec Olivier Besancenot, Besançon (Doubs). À 19 h 30, salle Battant, 48, rue Battant.

NO COMMENT

«[Jean-Luc Mélenchon] fait appel à la rue, en disant qu'au fond c'est ce qu'il y a de plus démocratique. Or moi ce que je constate, c'est que la rue, c'est précisément ce qui a permis par exemple à Hitler d'arriver au pouvoir.»

FLORENCE PARLY, ministre des Armées, Europe 1, 15 octobre 2017

Trapero est sous contrôle judiciaire, Laplana a dû payer plusieurs dizaines de milliers d'euros pour éviter la mise en détention provisoire. La population est révoltée par cette procédure! Et le procureur serait aussi en train d'organiser une procédure de destitution de Puigdemont...

Où en sont les mobilisations?

Il y a eu une assemblée des Comités de défense du référendum (ou de la République, selon les endroits) avec deux cents personnes. Mais actuellement la base qui a organisé le référendum du 3 octobre est démoralisée et désorientée par la politique de Puigdemont. Du côté des syndicats, il y a beaucoup d'attentisme. Il y a d'énormes conflits en même temps, entre Esquerra Republicana de Catalunya [Gauche républicaine de Catalogne], la CUP et Puigdemont. Il est possible que la Generalitat appelle à des élections pour casser

la dynamique populaire. Esquerra ne veut pas d'une coalition avec PDECAT, le parti de Puigdemont, car il l'a devancé dans les sondages.

Le gouvernement central peut-il être mis en difficulté par les affaires de corruption?

Le PP est champion mondial de la corruption, mais le PP contrôle l'appareil d'État et la hiérarchie judiciaire – celle-ci est nommée par les partis de gouvernement. Il peut donc freiner les procès. De plus, le gouvernement central nomme le procureur général de l'État, chef de tout l'ensemble du corps des procureurs. Enfin, sa base électorale franquiste est très fidèle, avec 7 ou 8 millions de voix. Seuls les jeunes ont voté pour Ciudadanos, la droite moderne, moins corrompue.

Que font les militantEs d'Anticapitalistas et de Podemos?



Pendant le discours de Puigdemont. DR

On met en place des mesures de défense contre la répression. Nous sommes très investis dans les Comités de défense du référendum. Podemos s'oppose aux mesures répressives, exige un dialogue, mais ne s'engage pas actuellement dans la revendication d'une rupture avec le régime. Il faudrait dénoncer le

manque d'indépendance du système judiciaire, le rôle de la monarchie et rompre avec le PSOE en Castille-La Mancha [où Podemos gouverne au côté du PSOE].

Propos recueillis par Antoine Larrache

1 – L'Assemblée nationale catalane (ANC) et Omnium Cultural sont les deux principales associations indépendantistes en Catalogne.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication:**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction:**
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

RACISME Halte aux menaces et intimidations contre Danièle Obono!

Députée de La France insoumise depuis juin, Danièle Obono fait l'objet d'une campagne permanente de dénigrement, de délégitimation et de procès d'intention.

Cible des journalistes des « grandes gueules » de RMC quelques jours après son élection, elle était sommée de faire acte de patriotisme en reprenant un vibrant « vive la France » et laver ainsi l'injure faite à la patrie par Saïdou, du collectif ZEP, dans la chanson « Nique la France », qui avait fait l'objet de poursuites judiciaires et de qui Danièle s'était solidarisée. Le refus de céder à cette injonction déclenchait une première campagne raciste.



PHOTO THÈQUE ROUGE/MIL0

À la une du torchon d'extrême droite Minute

La « Une » haineuse de la dernière livraison de Minute témoigne d'une escalade dans le harcèlement que subit la députée de La France insoumise, avec une photo pleine page et un titre aussi inquiétant que menaçant : « Mais qu'on la fasse taire bordel ». Si les mots ont un sens, cette phrase est un appel à commettre des agressions contre cette militante. Il a d'ailleurs été entendu et largement relayé dans la fachosphère où certains nazillons et autres racistes anonymes se lâchent sans vergogne.

Sans en appeler directement au lynchage, le pôle Résistance républicaine/Riposte laïque entend mener campagne contre Danièle en promettant de mettre tout en oeuvre, par le biais des élus et des avocats qui leur sont proches afin qu'elle soit « révoquée de son mandat pour connivence avec l'islamisme ». Manuel Valls, « le blanco », n'hésite pas non plus à participer à la curée, au côté de membres du « Printemps républicain », d'autres responsables politiques et d'éditorialistes. Taxant sur France Info « d'irresponsable » La France insoumise sur la question du terrorisme et de la radicalisation, Valls a mis directement en cause Danièle Obono en qualifiant ses discours « d'islamogauchistes » allant jusqu'à la traiter de « complice de l'islam politique ».

Notre solidarité est sans faille

On ne peut prendre à la légère la campagne haineuse, raciste, sexiste et islamophobe dont est victime Danièle Obono. Parce que cette campagne est, en elle-même, intolérable, mais aussi parce qu'à travers Danièle, et ce quelles que soient les divergences politiques que les unEs et les autres peuvent avoir avec le mouvement à laquelle elle appartient, ce sont toutes celles et tous ceux qui se battent contre le racisme et l'islamophobie, qui soutiennent la lutte du peuple palestinien et plus généralement les luttes anticoloniales qui sont visés.

Et on ne peut que s'étonner que Jean-Luc Mélenchon se contente d'exiger « que ces campagnes pourries cessent », amalgamant ainsi dans un terme générique toutes les polémiques auxquelles doit faire face La France insoumise ces jours-ci, concernant entre autres Alexis Corbières et Raquel Garrido. Comment parler de « stratégie de la diversion » quand une responsable de son propre mouvement est ainsi menacée ! Et ce ne sont pas ses références, ce week-end sur LCI, à « la fidélité à la patrie » ou au « code pénal [qui] punit la trahison des intérêts fondamentaux de la nation » qui pourront nous rassurer...

Notre solidarité avec Danièle Obono est totale, et nous laisserons à la principale concernée le mot de la fin : « Eh bien non, messieurs les censeurs, vous ne nous, me ferez ni taire ni marcher au pas ! »

Alain Pojolat

17 octobre 1961-17 octobre 2017 : pour la vérité et la justice

Le 17 octobre 2017, plusieurs manifestations et rassemblements ont eu lieu pour commémorer le crime d'État du 17 octobre 1961. Retour sur une page sombre de l'histoire coloniale française.

Le soir du 17 octobre 1961 ont lieu, à Paris et dans la région parisienne, des manifestations pacifiques selon des consignes claires : « pas d'armes, pas de provocation », à l'appel de la Fédération de France du FLN (Front de libération nationale algérien). Depuis plusieurs mois déjà les AlgérienNEs, alors appelés « Français musulmans d'Algérie », subissent des fouilles, des arrestations et des détentions arbitraires. Le 17 octobre, il s'agit de protester à la fois contre le couvre-feu discriminatoire décrété le 5 octobre 1961, contre la répression policière et pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Une nuit d'épouvante

Les manifestants sont frappés avec des énormes bâtons, les « bidules », ou sont abattus par balles et jetés dans la Seine. C'est une nuit d'épouvante. Un grand nombre d'Algériens seront tués par la police en plein Paris : l'estimation de l'historien Jean-Luc Einaudi est de 265 morts.

11 538 manifestants sont officiellement détenus ce soir-là et sont transférés dans divers stades où ils et elles subissent les pires brutalités.

Le 20 octobre 1961, des femmes algériennes manifestent devant l'Hôtel de ville de Paris et ailleurs en France, et exigent la libération



© Image Forum

de leur époux, de leurs enfants. À Paris, 513 d'entre elles et 118 enfants sont conduits dans les commissariats centraux...

Les personnages clés de ce massacre : Charles de Gaulle, chef de l'État ; Michel Debré, Premier ministre ; Roger Frey, ministre de l'Intérieur ; Maurice Papon, préfet de police à Paris.

Esprit colonial

La haine anti-algérienne de nombreux policiers et gardes mobiles, éduqués dans l'esprit colonial, est au cœur de ce 17 octobre 1961, et l'« État de droit » n'est alors rien d'autre qu'un État policier et militaire qui commet impunément des crimes, se sert d'une presse muselée par la censure, d'une radio/

télévision aux ordres et bloque toute commission d'enquête.

De la manifestation du 17 octobre 1961, M. Papon dressa son bilan en disant qu'il y avait eu 2 morts par légitime défense, alors qu'aucun manifestant n'était armé. Maurice Papon est l'ex-préfet du département de Constantine entre septembre 1949 et décembre 1951, puis IGAME de l'Est algérien de février 1956 à mars 1958. Il avait aussi été, durant l'occupation nazie, secrétaire général de la préfecture de la Gironde. Il fut condamné le 2 avril 1998 par la cour d'assises de la Gironde à une peine de 10 ans de réclusion criminelle, d'interdiction des droits civiques, civils et de famille pour « complicité de crimes contre l'humanité ».

Un massacre qui reste dans l'ombre

Après le massacre, la CGT demanda la libération des emprisonnés et internés, l'arrêt des expulsions et la suppression des mesures particulières frappant les AlgérienNEs. Les étudiantEs, emmenés par l'UNEF, manifestèrent dans le Quartier latin. « Ce qu'on ne sait pas, explique la revue Esprit, ce qu'on entrevoit, ce qu'on saura un jour, c'est le nombre de ceux qui ont été liquidés en secret... Ce qui se passait quotidiennement en Algérie s'est donc produit à Paris, et la Seine charrie les frères des cadavres qui dorment au fond de la baie d'Alger ».

Le 8 février 1962, face à la montée du terrorisme en Algérie et en France, organisé par des ultras de l'Algérie Française (qui avaient créé en février 1961 l'OAS - Organisation de l'armée secrète), une manifestation a lieu à Paris. La manifestation est interdite et, sur ordre des autorités, la police charge : neuf manifestants de la CGT sont piétinés et battus à mort au métro Charonne.

Quelques semaines plus tard, ce sont l'indépendance de l'Algérie, le retour des soldats du contingent, et une nouvelle situation nationale et internationale qui retiennent l'attention. Le massacre du 17 octobre 1961 sera longtemps laissé dans l'ombre, et des zones d'obscurité persistent toujours : d'où la revendication maintenue, 56 ans plus tard, de vérité et de justice.

Collectif « D'ailleurs nous sommes d'ici » 67

AGRICULTURE Démagogie sans changement de cap

Avant même la fin de l'opération d'enfumage constituée par les « états généraux de l'alimentation », le président de la République a prononcé le 11 octobre un long discours sur le carreau de Rungis pour exposer sa conception d'une nouvelle politique agricole.

Le plus surprenant est sans doute l'accueil plutôt favorable, venant d'organisations aussi différentes que la Confédération paysanne et la Coordination rurale, à cette déclaration de bonnes intentions, même si le scepticisme quant à la mise en oeuvre effective des mesures préconisées. Ainsi le secrétaire général de la Conf', interrogé par Reporterre le 12 octobre, explique : « Une loi pour que les producteurs soient mieux rémunérés est une de nos demandes fortes. Nous portons depuis longtemps le fait qu'il faut une prise en main politique de l'agriculture et un changement de modèle. Dans son discours, Emmanuel Macron a donc utilisé des mots qui résonnent fortement à nos oreilles. »

Aucune réponse concrète

Aucun dirigeant politique ne revendique un système qui empêche les agriculteurs de vivre de leur travail et le discours présidentiel n'a rien de révolutionnaire, pas plus que les propos convenus sur la qualité et les bonnes pratiques. Mais quelle est la réponse réelle à l'exigence de prix rémunérateurs, c'est-à-dire couvrant les coûts de production et assurant un salaire



décent aux agriculteurs, exigence qui était au centre des manifestations des éleveurs de porcs et des producteurs de lait ? Confrontés à la baisse des prix qui conduisaient beaucoup d'entre eux à la faillite, les producteurs avaient ciblé à juste titre la responsabilité des industriels transformateurs et de la

grande distribution. Le ministre de l'Agriculture avait répondu par un saupoudrage d'aides, et la FNSEA avait sifflé la fin de la partie. Quant à la contractualisation, les principaux acteurs de la filière porcine avaient refusé la mise en place d'un prix plancher et le ministre s'était incliné.

Un modèle désastreux

Car s'il y a lieu d'être sceptique sur la prise en compte des prix de revient dans les futurs contrats comme dans les conséquences de la « restructuration des filières », toutes les déclarations de bonnes intentions sont contradictoires avec la volonté, jamais remise en cause, d'assurer la compétitivité de « la ferme France », notamment à l'exportation, ce « pétrole vert » plus bénéficiaire que les ventes d'Airbus. Pour assurer le succès de cette « vocation exportatrice » il faut baisser les prix, continuer sur la voie de la concentration des exploitations agricoles et des entreprises agroalimentaires, pressurer les paysanEs comme les salariéEs, accentuer un productivisme destructeur. Au mieux ce modèle désastreux peut s'accommoder d'un secteur bio, respectueux de la santé et de l'environnement, assurant une alimentation saine et savoureuse sur des marchés de niche. Pas de quoi s'enthousiasmer pour Emmanuel Macron, dont la politique concrète n'ira pas au-delà.

Gérard Florenson

GRÈCE Nouvelles agressions nazies

Après l'assassinat en septembre 2013 du rappeur antifasciste Pavlos Fyssas, la bande de nazis de Chryssi Avgi (Aube dorée) avait été contrainte de faire profil bas. Quatre ans plus tard, les agressions ont repris...

Dans la foulée du meurtre de Pavlos Fyssas et de l'indignation qui s'en était suivie, Aube dorée ne bénéficiait plus de la protection jusqu'alors accordée par le gouvernement de droite et les institutions. Les petites frappes de ce groupe, très courageux pour agresser un immigré à 12 contre 1, ont alors été pour beaucoup épouvantés à l'idée qu'ils pouvaient se retrouver en prison.

Quarante agressions en un an

Mais peu à peu les ratonnades et attaques en tout genre ont repris : l'association antifasciste et antiraciste KEERFA dénombre au moins une quarantaine d'agressions au cours de la dernière année, avec entre autres une tentative d'assassinat contre un étudiant qui passait près du local central des nazis, et des attaques contre deux manifestations antifascistes...

Ces derniers jours, un mois après les belles manifestations d'hommage à Pavlos Fyssas, deux très graves agressions ont été commises à Aspropyrgos, banlieue ouvrière athénienne sinistrée et excentrée. Dans les deux cas, des travailleurs pakistanais isolés ont été gravement blessés par des groupes de six à douze assaillants. Cette fois, les réactions d'indignation ont conduit à ce que la police locale soit obligée d'enquêter sur les agissements d'une mouvance de quelques dizaines de cogneurs : jusqu'alors, si la police les interpellait, il suffisait que les « amis » et les familles interviennent en leur faveur pour que les policiers les relâchent ! Trois jeunes d'origine russe, entre 17 et 18 ans, ont été arrêtés. Officiellement, ils ne seraient pas membres



DR

de Chryssi Avgi : air connu, alors que les méthodes sont les mêmes, dans une région où les nazis sont influents, ne serait-ce que pour avoir été financés par des patrons de chantiers navals afin de créer une milice antisyndicale, et pour avoir agressé encore récemment des militants syndicaux du courant KKE (PC grec). Et même si les jeunes fascistes ne sont pas des membres officiels de Chryssi Avgi, le fait est inquiétant et montre l'influence que le groupe continue d'exercer chez des jeunes un peu paumés.

Nazis revendiqués

La bataille contre Chryssi Avgi doit non seulement continuer, mais elle doit s'intensifier pour renvoyer aux poubelles de l'histoire ces tueurs, qui sont de vrais nostalgiques du nazisme, se réclamant ouvertement d'Hitler et allant jusqu'à inviter

leurs complices nazis allemands pour commémorer l'anniversaire du Führer dans des cimetières militaires grecs où sont enterrés des soldats allemands.

Une étape importante de ce combat est le procès intenté contre environ 70 membres du groupe, dont on souhaite qu'il se termine par la mise hors d'état de nuire de ces tueurs, qu'il s'agisse des membres « de base » ou de la direction. Les séances du procès au cours des derniers mois ont permis d'entendre des témoignages accablants sur la volonté de pouvoir et les méthodes des nazis grecs. La semaine passée, c'est Dimitris Psarras, auteur du livre le plus documenté sur Aube dorée, qui a décrit l'organisation et l'idéologie hitlérienne du groupe : la défense des nazis a été incapable de contre-argumenter à l'aide de preuves. Face au visage électoral

« bons chrétiens » que voudrait afficher le groupe, Psarras a rappelé les discours paganistes de ses chefs, en particulier l'appel à faire comme les anciens Spartiates qui allaient tuer la nuit des esclaves, en assassinant durant la nuit les ennemis de la cité...

Et bien sûr, l'autre aspect essentiel est la mobilisation permanente sur le terrain. Comme le rappelle Petros Konstantinou, coordinateur de KEERFA et conseiller municipal d'Antarsya à Athènes, celle-ci, pour être efficace, doit s'opposer frontalement à Aube dorée et ses sbires, mais aussi mettre en avant les responsabilités du gouvernement Syriza-ANEL et de l'UE dans le développement de la misère et du racisme dont profitent sauvagement les fascistes en Grèce et ailleurs en Europe.

A. Sartzekis (à Athènes)

30 ANS APRÈS Sankara : un espoir assassiné

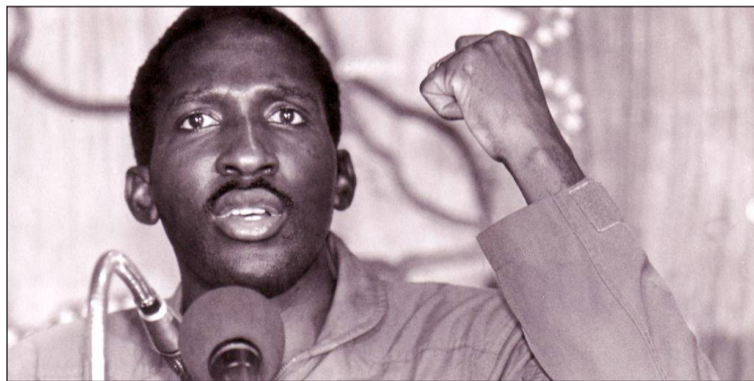
La politique suivie par Sankara lors de son arrivée au pouvoir en 1983 témoigne de sa détermination à gouverner en faveur des populations : d'où la volonté de se dégager le plus possible des impératifs du marché mondial, en favorisant la souveraineté alimentaire et la consommation des produits locaux.

Une politique au service des populations

Cette politique va notamment s'accompagner d'une aide en direction de la paysannerie, majoritaire dans le pays. Des efforts sont faits dans l'irrigation, le développement des routes, la lutte contre l'appauvrissement des sols et contre la déforestation. Les droits des femmes sont mis en avant avec l'interdiction de la polygamie et de l'excision, et plus généralement en défendant l'égalité femmes-hommes dans l'ensemble de la société. L'autre bataille qui sera menée internationalement sera celle pour l'abolition de la dette. Autre fait marquant, et pas des moindres : un train de vie des plus modestes imposé à tous les membres du gouvernement.

Des erreurs ont certes été commises, pour partie liées à l'accession même de Sankara au pouvoir par un coup d'État militaire, même s'il a été

Le trentième anniversaire de la mort de Thomas Sankara, le 15 octobre 1987, est une occasion de rappeler son action au Burkina Faso, mais aussi de continuer la campagne pour faire toute la vérité sur l'assassinat de ce dirigeant qui restera une référence dans la lutte pour la libération de l'Afrique.



DR

présenté comme le prolongement des luttes populaires. L'erreur majeure de Sankara et de ses proches fut sûrement de considérer les CDR (Comité de défense de la révolution) comme unique lieu de l'expression populaire, alors que certaines de ces structures commettaient des abus. Le pouvoir, en ignorant la société civile, voire en s'y opposant de manière brutale comme ce fut le cas avec les syndicats, a permis indirectement à Blaise Compaoré et ses sbires de se débarrasser plus facilement de Thomas Sankara.

Ouvrir les dossiers

Le bilan de Thomas Sankara mérite d'être discuté pour en tirer les leçons, mais ce trentième anniversaire doit être aussi l'occasion de renforcer la campagne internationale « Justice pour Sankara, Justice pour l'Afrique »¹ afin de connaître la vérité sur son assassinat. Pour mettre fin à l'expérience révolutionnaire du Burkina Faso décidément trop dérangeante, le criminel de guerre Charles Taylor et le colonel Kadhafi vont se regrouper autour du dictateur

ivoirien Houphouët-Boigny pour comploter contre Sankara. Du côté de l'Occident, la CIA et naturellement la France vont donner leur bénédiction à ces manoeuvres qui déboucheront sur le renversement et l'assassinat de Sankara par Blaise Compaoré. Comme pour le Rwanda, les autorités françaises refusent toujours de déclassifier les documents « confidentiel Défense » ayant trait à cette période et à ces événements. En 2014, lors du soulèvement populaire au Burkina Faso, Blaise Compaoré est exfiltré par l'armée française pour se réfugier en Côte d'Ivoire et prendre la nationalité ivoirienne en vue de se soustraire à la justice de son pays. Cette campagne illustre que l'idée selon laquelle une autre voie est possible en Afrique, comme l'a montré Sankara, est toujours vivace, et dénonce le rôle délétère des gouvernements des pays riches, en premier lieu la France, contre les expériences progressistes.

Paul Martial

¹ - <http://thomassankara.net/justice-pour-thomas-sankara-justice-pour-lafrique/>

PALESTINE

Une « réconciliation » sur le dos de la lutte de libération ?

Le 12 octobre, un accord de « réconciliation » était signé au Caire entre les deux principales factions palestiniennes, Fatah et Hamas, en conflit ouvert depuis plus de 10 ans. Un air de déjà-vu, mais aussi quelques éléments nouveaux, qui ne laissent pas présager des lendemains qui chantent pour les Palestiniens.

Nulle raison, a priori, de ne pas se réjouir d'une réconciliation entre Fatah et Hamas, tant les divisions internes ont contribué à affaiblir un peu plus le mouvement national palestinien au cours de la dernière décennie. Mais à regarder de plus près, nulle raison de s'enthousiasmer non plus...

L'Égypte de Sissi à la manœuvre

Le lieu de la signature de l'accord n'est pas anodin, puisque le « choix » du Caire confirme le rôle joué par l'Égypte de Sissi dans le processus de réconciliation. Voilà qui ne peut manquer d'inquiéter lorsque l'on sait que Sissi est un de ceux qui incarnent le mieux, au niveau régional, la contre-révolution, l'écrasement des aspirations démocratiques et la bonne entente avec Israël... L'Égypte s'impose de nouveau comme un acteur essentiel dans la région, notamment aux yeux des États-Unis qui ont tacitement approuvé la démarche et le contenu de l'accord.



Mahmoud Abbas et le maréchal Sissi. DR

Le 12 octobre, le ton du maréchal-président avait de quoi faire frémir, entre autres lorsqu'il a précisé que la réconciliation était une première étape vers une « paix » globale, et que « l'Histoire ne sera pas clémente avec ceux qui manqueront la chance d'une paix ». De tels propos, venus de celui qui a organisé l'écrasement des Frères musulmans et des mouvements démocratiques égyptiens, et approfondi la collaboration avec Israël pour maintenir et renforcer le blocus de Gaza – notamment via la destruction des tunnels de ravitaillement – ne laissent guère planer de doute quant au sort de ceux qui refuseraient de rentrer dans le rang.

Aucun contenu politique

L'accord entre Fatah et Hamas est un accord entre deux mouvements affaiblis et en quête de légitimité, dont le contenu politique est minimal. Il s'agit uniquement d'organiser le retour de l'Autorité palestinienne (AP) à Gaza et de lui confier l'administration du territoire à l'horizon du 1^{er} décembre. Ce faisant, le Hamas se décharge du poids de la responsabilité administrative de Gaza (et donc de la gestion des conséquences du blocus) et espère se refaire une santé en tant que force d'opposition, tandis que Mahmoud Abbas et l'AP vont pouvoir se revendiquer « seul gouvernement légitime du peuple palestinien ».

Un accord « gagnant-gagnant » pour les deux factions, du moins sur le court terme, mais qui ne présage en rien une réconciliation « politique » au sein du mouvement national, contrairement à ce que certains optimistes affirment. L'absence de contenu politique laisse planer de nombreux doutes, et le Hamas, au pied du mur, joue gros. « Le schisme est derrière nous, et nous avons décidé de payer n'importe quel prix pour que la réconciliation marche », a ainsi affirmé Ismaïl Haniyah, ancien Premier ministre à Gaza. Mais dans le même temps, le Hamas déclarait que, s'il reconnaissait la légitimité des forces de sécurité de l'AP, il se refuserait à rendre les armes...

Or le mouvement sait qu'il s'agit là d'une condition inacceptable pour Israël et ses soutiens, qui exigent le désarmement du mouvement comme préalable à tout accord. Le triste feuilleton risque donc de se poursuivre et, à moyen et long terme, on ne voit pas bien comment la population pourrait bénéficier d'un accord de circonstance, soutenu par des ennemis des Palestiniens, et qui ne ressemble en rien à un programme de libération mais plutôt à la préparation des capitulations – et des tragédies – à venir.

Julien Salingue

UNE POIGNE DE FER ET UNE CHAPE DE PLOMB

Pour imposer le nucléaire civil et militaire, le complexe militaro-industriel pratique depuis 60 ans la politique du fait accompli et la loi du silence : négation de la dangerosité, omerta, flicage et répression. L'ASN (Autorité de sûreté nucléaire) est aussi peu indépendante que son collègue composé de cinq personnalités désignées par les présidents de la République, de l'Assemblée et du Sénat. Sans surprise, le 10 octobre, l'ASN a ainsi validé la cuve défectueuse de l'EPR, en dérogation aux normes qu'elle a elle-même édictées. Pour sauver les apparences, l'ASN avait lancé une consultation publique sur son projet d'avis sur la cuve. Comme la « consultation » sur la loi travail, la période choisie (du 10 juillet au 12 septembre) révélait la volonté du gouvernement, dont le chef Édouard Philippe a été lobbyiste d'Areva, de sauver l'EPR à tout prix. Quant à Hulo, sa fondation a pour généreux donateur EDF (100 000 à 460 000 euros/an, selon le *Canard enchaîné*). Philippe et Hulo, aux abois face à la déroute financière et industrielle d'EDF (projet Hinkley Point, en Angleterre) et d'Areva (affaire Uramin, au Niger), n'ont plus que la répression pour imposer un modèle nucléarisé de plus en plus contesté, socialement et techniquement, avec les progrès des énergies renouvelables.

EPR, UN RÉACTEUR LOIN D'ÊTRE « EN MARCHÉ »

Les multinationales ont profité du chantier de l'EPR de Flamanville pour faire un maximum de profit, en employant une main-d'œuvre à bas coût et en sous-déclarant les nombreux accidents du travail (2 morts en 2011). Bouygues a été condamné en 2014 pour le travail au noir de 460 travailleurs détachés roumains et polonais, recrutés via une entreprise basée à Chypre, avec des contrats rédigés en grec... mais a été relaxé en 2015, histoire de sauver le chantier de Flamanville. La liste des malfaçons est longue : radier fissuré (dalle en béton armé de 4 mètres d'épaisseur qui supporte le réacteur), armatures oubliées, béton cavernueux, défauts de soudure dans le circuit primaire, supports du pont polaire (qui manutentionne le combustible du cœur du réacteur) défectueux... Bilan à ce jour : six ans de retard et un coût multiplié par trois.

L'EPR FACE À LA CONCURRENCE

La déréglementation du marché de l'énergie et l'apparition de nouveaux opérateurs exacerbent la concurrence qui fait rage entre capitalistes, dans un contexte mondial de baisse des programmes électronucléaires. Le transfert de technologie du réacteur EPR en Chine (façon Airbus) annonce l'apparition de réacteurs 100 % chinois. Concurrencé par le réacteur étatsunien AP1000, l'EPR est trop cher (10,5 milliards d'euros) et trop puissant pour les pays émergents par rapport aux réacteurs coréens ou russes. Le réacteur ATMEA, développé par Areva et Mitsubishi, a du mal à trouver des clients. Dans ce marché concurrentiel, pour remplacer dès 2030 « des dizaines » de réacteurs en France, EDF et Areva étudient depuis trois ans un EPR nouveau modèle, version « optimisée » des EPR en construction à Olkiluoto (Finlande), à Taishan (Chine) et à Flamanville. Plus puissant et moins sûr (une seule enceinte de confinement au lieu de deux), il se veut plus « compétitif », avec un coût du kWh plus faible. Mais selon les études marketing des VRP du nucléaire, l'avenir est aux mini-réacteurs « low-cost », qui pourraient être vendus partout dans le monde. DCNS (fabricant des sous-marins nucléaires français), le CEA, Areva et EDF étudient une mini-centrale, 10 à 30 fois moins puissante qu'EPR (projet Flexblue). Argument technico-commercial : le refroidissement du réacteur est toujours assuré, puisque cette centrale serait immergée au fond des océans. Et on pourrait même en installer plusieurs en batterie le long des côtes !

L'actualité du nucléaire est de plus en plus alarmante : menace d'inondation à Tricastin, faillite d'Areva et falsification des tests dans son usine du Creusot, fiasco financier de l'EPR de Flamanville (10 milliards d'euros), débandade technologique (cuve et couvercles défectueux) et impunité pour Areva... le lobby nucléaire a du mal à cacher l'erreur du choix gaulliste fait dans

les années 1950. Ce choix assumé à droite et à gauche aboutit aujourd'hui à une fuite en avant : construction des EPR, accumulation débordante de déchets radioactifs, héritage empoisonné voué à agir sous terre (à Bure), transports classés « secret défense » et course aux armes atomiques. Le NPA veut arrêter cette folie et propose une politique énergétique au service des besoins sociaux, basée sur les économies, l'efficacité et les énergies renouvelables.



C'EST URGENT ET

C'EST POSSIBLE!

Dossier préparé par la Commission nationale écologie

DÉCHETS RADIOACTIFS UNE DETTE ÉCOLOGIQUE... POUR L'ÉTERNITÉ

Le projet CIGEO à Bure (enfouissement à 500 mètres de profondeur de déchets qui resteront très radioactifs pendant 100 000 ans) pose la question du pouvoir et de la démocratie.

Passage en force assumé

Le passage en force est assumé par le pouvoir politique : « On connaît l'empire des médias et des réseaux sociaux ; tout cela a de grandes chances d'être déformé, au risque final qu'on ne puisse rien faire : toutes les démagogies sont possibles derrière de tels sujets » (Christian Bataille, PS, inspirateur de la loi sur les déchets nucléaires, porte-plume des exploitants nucléaires). Pour imposer l'enfouissement des déchets, l'appareil d'État dispose de la police et l'armée, comme il y a 40 ans à Plogoff et Creys-Malville pour imposer le nucléaire civil. Mais aujourd'hui l'industrie nucléaire entre dans une nouvelle phase stratégique : après 65 ans d'entreposage pour abaisser leur température, les déchets les plus radioactifs doivent être stockés « définitivement » à Bure pour libérer de la place aux suivants.

Un marché lucratif

En 2015, le gouvernement avait voulu introduire CIGEO dans la loi Macron « pour la croissance, l'activité et

Alors que le combustible nucléaire va s'épuiser, le nucléaire nous lègue des problèmes sanitaires et environnementaux que l'humanité devra supporter pendant des générations après l'arrêt du nucléaire.

l'égalité des chances économiques ». Car le stockage des déchets est autant un gisement de profits que le traitement des déchets (Japon, Allemagne, Belgique, Suisse, Pays-Bas, Canada, Espagne, Italie... envoient tous leur combustible usé à l'usine Areva de La Hague). L'enjeu est économique

mais aussi stratégique, car les filières de déchets sont les goulots d'étranglement de tout le cycle nucléaire civil et militaire. Politiquement, le gouvernement Macron ne fera aucun cadeau, malgré les réserves des experts de l'ASN et de l'Institut de

radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) sur la dangerosité de CIGEO.

Pour un débat démocratique

Les décisions politiques imposées, dangereuses et irréalistes, sont guidées essentiellement par le profit des multinationales. Une preuve de plus qu'on ne peut garantir l'avenir de l'humanité sans sortir du capitalisme par l'expropriation des capitalistes et la mise en place de structures politiques et économiques qui permettent l'exercice du pouvoir par la majorité et non par une minorité, même « scientifiquement éclairée ». Les décisions doivent être prises dans la démocratie la plus large (débat public associant les habitantEs, les travailleurEs du nucléaire, de la radioprotection, les scientifiques...). Dans l'immédiat, le NPA défend deux axes : l'arrêt du nucléaire pour mettre fin à la production de déchets et un entreposage « réversible » en surface plutôt qu'un enfouissement « définitif », pour permettre la mise en œuvre de solutions techniques préservant la santé et l'environnement des générations actuelles et futures.

LE NUCLEAIRE OU LA BOUGIE!



TRANSPORTS DE SUBSTANCES RADIOACTIVES LA DANGEREUSE CLÉ DE VOÛTE DU SYSTÈME

Les installations de l'industrie nucléaire sont réparties dans toute la France : réception du minerai d'uranium à Sète et au Havre, traitement chimique à Narbonne-Malvézi, enrichissement au Tricastin, fabrication de combustible à Marcoule et Romans-sur-Isère, production d'électricité dans 19 centrales nucléaires, retraitement du combustible usé à La Hague... sans compter les sites militaires (Valduc, Brest, Toulon...). Les substances radioactives doivent donc être transportées d'un site à l'autre.

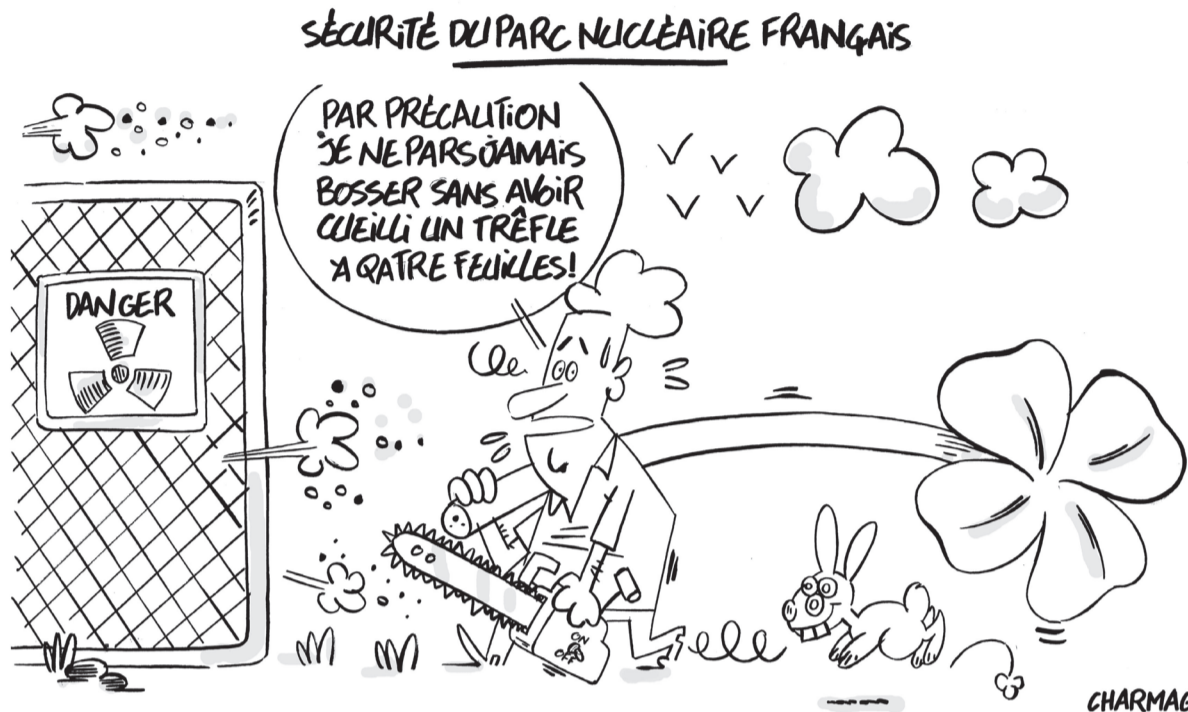
Rien que pour l'industrie nucléaire, chaque année plus de 130 000 colis radioactifs sillonnent le pays. Et plus de 700 000 autres colis sont transportés chaque année pour les besoins de la recherche, de l'industrie non nucléaire et de la médecine nucléaire. Plus de 90% des colis sont acheminés par la route, les autres étant transportés par rail (500 convois par an selon la SNCF), air et mer.

Exposition du public à la radioactivité

Au quotidien, ces transports entraînent une exposition du public à la radioactivité, parfois à des niveaux non négligeables, voire supérieurs aux limites sanitaires, par exemple sur les axes d'autoroute ou les quais de gare. Comme l'a montré la CRIIRAD, certains convois émettent un rayonnement détectable à plusieurs dizaines de mètres.

C'est d'autant plus scandaleux que le transport des matières nucléaires relève du « secret défense » ! Les autorités ont même mis en place une réglementation dérogeant aux normes sanitaires. Alors que le public ne devrait pas être exposé à plus d'1 millisievert (mSv) par an, toutes activités confondues (hors sources naturelles et médicales), la réglementation « transports » autorise un débit de dose d'irradiation externe pouvant atteindre 2 mSv/heure au contact, et 0,1 mSv/heure à 2 mètres des véhicules transportant les colis.

De plus, un accident sur un convoi nucléaire pourrait avoir des conséquences catastrophiques. Les tests de résistance au choc et au feu ne sont pas tous adaptés. Sud Rail pointe les risques de collision entre deux trains et, pire encore, d'un train percutant un camion de combustible irradié sur l'un des nombreux passages à niveau sur les routes vers La Hague. Dans ces configurations, l'impact mécanique peut être supérieur à celui pris en compte dans les tests.



RÉCIT D'UN RÉSISTANT AU PROJET CIGÉO À BURE

« Nos actions se durcissent : guérilla rurale, actions juridiques contre l'Andra, occupation de divers lieux, mais aussi implantation "officielle" de dizaines de militantEs dans le secteur. Face à cela, l'État tente de nous arrêter par du harcèlement quotidien : contrôles, gardes à vue, surveillance permanente, mitraillettes, hélicoptères, un véritable état de siège ! Mais rien ne nous décourage. Le 23 septembre dernier, nous étions une centaine, issus de toutes les composantes de la lutte, à une AG spontanée du mouvement contre la poubelle nucléaire et son monde, pour

répondre aux perquisitions qui nous avaient frappés trois jours plus tôt. On a souffert cette fois-ci car ce que les flics ont fouillé, ce n'est pas juste des maisons, ce sont nos vies, nos intimités, nos amitiés. Perquisitionnés ou non, c'est la rage et la rancœur qui nous habitaient ce jour-là et nous habitent encore. Ils pensaient nous briser, en fracassant nos portes à coups de barre à mine ou en saisissant des dizaines d'ordinateurs, de téléphones, de courriers privés, mais au contraire ils ont renforcé la solidarité. Partout, des rassemblements se sont organisés le jour même et des dizaines de comités de soutien ou de lutte se sont créés dans tout le pays.

Ici, il n'est pas simplement question de sauver un territoire rural de l'enterrement que lui promet le nucléaire. Cette lutte concerne tout le monde. Le projet Cigéo en Meuse est le dernier moyen pour l'État de gagner du temps face à l'accumulation des déchets radioactifs. En le bloquant, nous portons un coup supplémentaire à l'existence de toute cette filière vacillante, depuis l'extraction de l'uranium au Niger, au Gabon... les centrales, jusqu'à la poubelle finale. Et nous questionnons aussi plus généralement la violence de l'État envers tout ce qui résiste. Ce combat vaut le coup ! »

Si vous voulez relayer la lutte ou créer un comité chez vous, écrivez-nous : burepartout@riseup.net, et inscrivez-vous sur la liste bure-intercomités@lists.riseup.net.

ARRÊTER LE NUCLÉAIRE, ET APRÈS ?

Le NPA propose un plan pour aboutir à 100 % d'énergies renouvelables en 2050, qui combine arrêt du nucléaire le plus rapidement possible (moins de dix ans), arrêt de la construction de l'EPR à Flamanville, fermeture immédiate de tous les réacteurs de plus de trente ans, abandon des projets d'enfouissement des déchets radioactifs de haute activité et sortie des énergies fossiles.

Notre pays possède des gisements d'énergies renouvelables encore inexploités. Éolien, biomasse et solaire photovoltaïque : leur développement à grande échelle permettrait de produire autant que 25 réacteurs nucléaires en 10 ans. Couplé avec une politique volontaire et massive de construction et de rénovation de logements, nous pourrions mettre fin aux aberrations actuelles (chauffage électrique, perte en ligne de 30 % de l'électricité produite, climatisation, etc.) et construire de nouveaux bâtiments aux normes écologiques et à énergie positive.

Pour une politique volontariste

Seule une politique volontariste, à l'échelle de celle qui a été mise en place dans les années 1970 avec le tout-nucléaire, nous mettra rapidement à l'abri d'un accident. Les efforts de maîtrise de l'énergie et le développement des



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

énergies renouvelables vont créer des centaines de milliers d'emplois, et la production d'énergie en France sera issue d'une combinaison de différentes sources d'énergie et ne dépendra plus à 78 % d'une seule source : le nucléaire et son combustible, l'uranium, entièrement importé. Pour cela l'expropriation des groupes privés et

la création d'un service public unifié de l'énergie, avec de véritables efforts de planification, sont nécessaires. Cela implique notamment la reconversion des travailleurEs des secteurs du gaz, du pétrole, du nucléaire, dont le savoir-faire sera indispensable pour s'orienter vers des productions d'énergie décentralisées et accessibles à

toutEs, moins dangereuses, moins polluantes. Un défi enthousiasmant à relever : utilité sociale et respect de la planète !

Contre la logique du profit

La logique capitaliste du profit immédiat est le principal obstacle à cette nécessaire et urgente révolution énergétique. Les industriels de la filière s'accrochent à leur phénoménale source de profit et bénéficient d'appuis politiques à droite comme à gauche. Notre exigence d'un arrêt immédiat du nucléaire civil et militaire s'appuie sur la sortie de l'énergie du secteur marchand, le développement du logement social de qualité, la création de milliers d'emplois de service public, la suppression de la précarité énergétique et la défense de notre environnement. L'arrêt du nucléaire n'est donc pas une petite annexe « écolo » à notre programme de renversement du capitalisme mais une pièce maîtresse.

LA VOITURE ÉLECTRIQUE NE ROULE NI POUR LA PLANÈTE NI POUR L'EMPLOI

Le 6 juillet, Hulot a déclaré tout fierot : « Nous visons la fin de la vente des voitures à essence et diesel d'ici 2040 ! » Mais si on remplaçait les 39 millions de voitures en France par des voitures électriques, il faudrait installer partout des bornes de recharge rapide et... une quinzaine d'EPR pour les alimenter. De quoi justifier leur construction dès 2030, qui compenserait la fermeture des 17 réacteurs les plus anciens évoquée par Hulot le 11 juillet. Inacceptable ! Chère (1% des ventes en France), peu autonome (200 km maximum), déclassée de son label « écologique » en raison de sa production très polluante (émissions de CO₂, batteries, déchets produits), la voiture électrique est encore moins écologique quand elle sert d'alibi pour construire des centrales nucléaires.

L'IMPUNITÉ NUCLÉAIRE

Non contents de faire fi du respect des normes nucléaires pour la cuve de l'EPR, EDF et Areva désinforment et falsifient des documents en toute impunité. À l'usine du Creusot, plusieurs centaines de dossiers falsifiés concernent des composants essentiels des réacteurs de 2^e génération, soit les 58 réacteurs du parc EDF. Car dans le monde nucléaire, les dirigeants bénéficient du « droit à l'erreur ». Le gouvernement Macron-Philippe met beaucoup de zèle à chasser les « fraudeurs aux prestations sociales », à radier les chômeurEs ou à pourchasser les sans-papiers. Mais il n'y aura aucune sanction contre les escrocs qui ont couvert toutes ces falsifications. Il devra donc assumer ses responsabilités face aux peuples de la planète s'il ose prendre le risque de mettre en service l'EPR avec des normes de sécurité dégradées, pouvant conduire à la catastrophe nucléaire.

ABOLITION DES ARMES NUCLÉAIRES

Un traité d'interdiction des armes nucléaires a été voté en juillet par 63 % des pays membres de l'ONU. Bien sûr, les 9 États qui ont des armes nucléaires, États-Unis, Russie, Royaume-Uni, France, Chine, Inde, Pakistan, Israël et Corée du Nord, ne veulent pas le ratifier, d'autant que le traité interdit aussi la dissuasion. Le prix Nobel de la paix attribué à ICAN, la coalition d'ONG qui ont bataillé pour la réalisation de ce traité, renforce sa portée. Mais ce n'est qu'un début : il faut maintenant obliger les pays qui en possèdent à détruire ces armes de destruction massive et définitive de l'ensemble du vivant.

LES ANTINUCLÉAIRES DE LA COORDINATION DU SUD-EST RELAXÉES !

Le 11 octobre dernier, la justice a débouté Areva qui attaquait Jean Revest et ses amiEs en diffamation pour avoir dénoncé un don de 46 000 euros de la part du « géant de la mort nucléaire » à la ville d'Avignon, accepté par tous les élus, y compris ÉLV. C'est une belle victoire qui redonne du souffle à la lutte antinucléaire.

COORDONNONS LES ACTIONS ANTINUCLÉAIRES

Le 12 octobre, des militants de Greenpeace se sont introduits dans la centrale de Cattenom pour mettre l'accent sur la vulnérabilité des piscines nucléaires aux actes terroristes. Mais c'est oublier que leur vulnérabilité vis-à-vis des phénomènes naturels, identifiée depuis Fukushima, n'a toujours pas été prise en compte par EDF et Areva. C'est oublier aussi qu'au même moment, l'ASN validait la cuve de l'EPR, ouvrant ainsi la voie à l'autorisation de démarrer l'EPR de Flamanville en 2018. Alors que s'organise la contestation contre cette décision lourde de conséquences, un peu de coordination entre les groupes qui luttent contre l'EPR n'aurait pas été un luxe.

PRISONNIERS POLITIQUES

Exigeons la libération de Georges Ibrahim Abdallah



Cette année encore, les collectifs militant pour la libération de notre camarade Georges se sont donné rendez-vous devant les hauts murs de la prison de Lannemezan où il est incarcéré.

Le 24 octobre, Georges entrera dans sa 34^e année de détention ! Arrêté en 1984, condamné à perpétuité pour complicité dans des actes de résistance revendiqués par les Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL) alors que son pays était occupé par l'armée sioniste. Agé de 33 ans lors de son arrestation, il a d'ores et déjà passé la moitié de sa vie en prison.

Qui est Georges Abdallah ?

Tout juste adolescent, il est confronté à la situation politique explosive que vit son pays et décide de s'engager du côté des forces progressistes et des groupes de libération palestiniens qui, chassés de leur pays, résident au Liban. La guerre civile de 1975, les massacres dans les camps palestiniens à la Quarantaine, Tal Azza'atar, Sabra et Chatila l'ont conduit à rejoindre le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et à participer aux combats. Il sera blessé en 1978 au cours d'une opération.

Que revendiquaient les FARL ?

Confrontées à l'occupation militaire du Sud-Liban et à l'expulsion des organisations palestiniennes, les Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL), que Georges contribue à créer, décident de frapper les représentants des forces américano-sionistes en Europe. C'est ainsi que seront exécutés en 1982 le colonel US Charles Ray, ainsi qu'un membre de l'ambassade sioniste à Paris, également membre des services secrets israéliens, Yacob Barsimantov. Les autorités françaises arrêtent Georges Abdallah le 24 octobre 1984 à Lyon. Son incarcération est motivée par la détention de vrais-faux papiers d'identité : un passeport délivré légalement par les autorités algériennes. L'État français s'engage auprès du gouvernement algérien à le libérer rapidement. Ce ne sera pas le cas.

Un acharnement judiciaire hors norme

Libérable depuis 1999, Georges verra à deux reprises des décisions de justice favorables à sa libération remises en cause par un appel du parquet (c'est-à-dire par le gouvernement français).

Le 21 novembre 2012, le tribunal d'application des peines donne un avis favorable à sa libération conditionnée à un arrêté d'expulsion du territoire français. Manuel Valls, alors ministre de l'Intérieur, refusera de signer cet arrêté, mettant un terme à toute possibilité de libération.

Le sort de Georges est entre nos mains !

Que toutes celles et ceux qui comme nous, sont au côté des peuples en lutte, au côté de la résistance palestinienne, qui combattent le capitalisme, l'impérialisme, le sionisme, le colonialisme, se joignent à nous dans l'exigence de la libération !

SOYONS NOMBREUX ET NOMBREUSES SAMEDI PROCHAIN (21 OCTOBRE),

devant la prison de Lannemezan (Hautes-Pyrénées). La manifestation partira de la gare à 14 h pour aller devant la prison.

CARS ET COVOITURAGE PARTIRONT DE PARIS, TOULOUSE, MARSEILLE, PAU, TARBES... ET D'AUTRES VILLES ENCORE.

À Paris, rendez-vous vendredi 20 octobre, à 21h, au pied de la statue de la République, pour un départ en car à 22h. Retour à Paris dimanche vers 6h.

UNIVERSITÉS Début de convergence entre étudiantEs et personnels

Cela fait déjà trois fois que les étudiantEs ont été appelés à descendre dans la rue contre le gouvernement. Trois dates où ils et elles ont répondu présent, malgré les difficultés à faire manifester les étudiantEs, dans un début d'année universitaire où les pressions scolaires sont plus fortes que jamais.

La rentrée 2017 a tristement ressemblé aux rentrées précédentes : toujours moins de crédits pour l'enseignement supérieur, qui continue pourtant à voir croître le nombre de bachelierEs aspirant à entrer à l'université : cette année, on dénombrait 40 000 étudiantEs de plus à entrer dans le supérieur, alors que le budget a diminué de 331 millions d'euros...

Austérité budgétaire et casse des universités

Depuis près de dix ans, alors que le nombre d'étudiantEs augmente inexorablement, les budgets restent les mêmes et des postes d'enseignantEs et de personnels administratifs sont supprimés : entre 2009 et 2017, le nombre d'étudiantEs a augmenté de 235 000, tandis que le budget de l'Enseignement supérieur et de la recherche est passé de 24,16 milliards d'euros à 23,5 milliards en 2017... cherchez l'erreur. Des coupes budgétaires qui ont des conséquences très concrètes dans la vie des étudiantEs : des TD surchargés ou supprimés (à Paris 1, dix TD d'économie n'ont pas pu être mis en place pendant trois semaines), ou des manques de moyens humains, comme à Rouen où la rentrée a dû être différée du fait du manque de personnel pour les inscriptions.

Une stratégie de pourrissement qui vise à imposer la sélection en licence dès la rentrée 2018

Baisse de budget et hausse des contingents étudiants : voilà la formule de choc qu'ont utilisée tous les gouvernements successifs pour enfin revenir sur un des acquis de 1968, à savoir une université ouverte à touTEs, du moins dans les textes. Ces dernières années, le nombre de « sans-fac » n'a pas cessé d'augmenter et, cette année, ce sont 3 000 bachelierEs qui se sont vu tout simplement refuser l'entrée dans le supérieur. Beaucoup sont en outre orientés dans des filières qu'ils ne désiraient pas, le tirage au sort ayant décidé de leurs affectation. Un système particulièrement injuste, qui colle

aux objectifs d'un patronat qui déconstruit ce qu'il avait contribué à construire, en fermant tout simplement l'université à tous et toutes.

Car la sélection annoncée en licence, même par des « pré-requis », signifiera une chose : la mise à l'écart un peu plus importante des enfants d'ouvrierEs. L'université sera désormais de plus en plus réservée aux fils et filles de cadres, et leurs formations seront taillées sur mesure pour les grandes entreprises. Dans la majorité des universités, le patronat défend en effet ses intérêts dans les conseils d'administration. À Paris 6 Jussieu, Veolia est au conseil d'administration ; à Aix-Marseille c'est un représentant d'EDF qui a son mot à dire sur les maquettes de licence, et dans toutes les universités on retrouve des situations similaires !

Face aux pressions universitaires, convaincre les étudiantEs qu'un autre avenir est possible !

Depuis la rentrée, les équipes militantes sur les facs ont organisé trois jours de mobilisation. Une structure unitaire qui réunit toutes les organisations de jeunesse, de l'Unef au NPA-Jeunes en passant par Solidaires étudiant-e-s, Ensembles Jeunes ou les Jeunesses communistes, a ainsi appelé à manifester le 12 et le 21 septembre, ainsi que le 10 octobre avec les fonctionnaires. Durant ces trois journées, alors que le début d'année est synonyme de fortes pressions scolaires, des milliers d'étudiantEs ont ainsi manifesté dans toute la France : le 10 octobre, ce sont plusieurs milliers de jeunes qui ont défilé dans le cortège de l'interfacs, le cortège de tête ou encore le Pink bloc. Cependant, il est encore nécessaire de lever tous les obstacles à la mobilisation : il faut encore montrer à une jeunesse qui a voté majoritairement contre Macron lors du premier tour de la présidentielle qu'il est possible de battre son projet, mais il s'agit aussi de lutter contre la répression administrative qui

« convainc » les étudiants de ne pas rater un cours.

Profs et étudiantEs : touTEs ensemble pour défendre l'université !

Si les baisses de budgets chassent de nombreux étudiantEs des facs, ils suppriment aussi des postes d'enseignantEs. Le 10 octobre, à l'occasion de la grève des fonctionnaires, de nombreux maîtres de conférence, personnels et doctorantEs ont participé aux assemblées générales, commençant à esquisser des convergences entre touTEs les acteurEs des universités. Collaborer entre étudiantEs et enseignantEs grévistes semble aujourd'hui plus nécessaire que jamais, à la fois pour faire venir plus d'étudiantEs en manifestation, mais aussi commencer à penser une autre université, celle de facs fermées aux intérêts du patronat mais ouvertes à toutes et tous, y compris et notamment aux enfants d'ouvrierEs et d'immigrés, dédiées à l'émancipation collective et personnelle.

Arthur (comité Paris 1)

MOBILISATIONS DANS LES FACs



INDRE-ET-LOIRE

En défense du service public hospitalier

Samedi 14 octobre, 3 000 personnes ont manifesté au Blanc (37) à l'appel du Comité de défense de l'hôpital, pour s'opposer à une potentielle fermeture du service de chirurgie et de la maternité.

L'hôpital du Blanc, maintenant « site du Blanc » depuis la fusion avec le centre hospitalier de Châteauroux, permet à près de 45 000 usagerEs de bénéficier d'une offre de soins complète de

proximité : médecine, chirurgie, obstétrique, maternité, urgences...

Une mobilisation qui ne date pas d'hier

La mobilisation existe déjà depuis plusieurs années. En effet, un

Comité de défense de l'hôpital du Blanc a vu le jour en novembre 2011. Le comité est composé d'élus de toutes sensibilités politiques, de membres du personnel hospitalier, d'usagerEs de tous âges, de commerçantEs.

Le but est de s'organiser afin de faire front face aux volontés de l'Agence régionale de santé (ARS) et du gouvernement de s'attaquer aux activités de l'hôpital. Une première manifestation a lieu quelques

semaines plus tard, qui regroupe 6 000 personnes.

Parmi les points évoqués lors des premières réunions, il en ressortait notamment le mal-être profond du personnel, la difficulté de trouver des médecins et un management qui induit un manque de confiance et de dynamisme sur le site du Blanc.

Au vu de la politique de santé de l'État depuis plus de dix ans, le Comité s'interroge notamment sur deux points : les usagerEs ruraux valent-ils moins que les usagerEs de grandes villes ? Comment répondre au manque de médecins de toutes spécialités, suite à l'application depuis 1972 du numerus clausus qui limite le nombre d'étudiantEs admis en faculté de médecine ?

DÉSERTS MÉDICAUX Le plan gouvernemental est un pansement sur une jambe de bois

Plus de 8% de la population (soit plus de 5 millions d'habitantEs) vit, en France, dans l'une des 9 000 communes où il manque des médecins généralistes. Cette partie vieillissante du corps médical part souvent à la retraite sans être remplacée, la médecine générale et ses conditions d'exercice attirant de moins en moins.

Un plan qui n'en est pas un

Dans les campagnes, mais aussi dans les quartiers populaires des villes, l'accès aux soins devient de plus en plus difficile. Le manque de médecins de ville s'ajoute à la disparition des services hospitaliers de proximité et aux obstacles financiers.

Le plan annoncé le 13 octobre n'apporte aucune réponse à la mesure du problème. 400 millions d'euros sur cinq ans seront consacrés au doublement du nombre de « maisons médicales » (actuellement un peu moins d'un millier) regroupant des professionnels libéraux. Un doublement qui ne convaincra pas des médecins libéraux, jouissant de la liberté d'installation, d'exercer dans les quartiers populaires ou dans des secteurs ruraux. Dans leur grande majorité ils continueront en effet à gonfler les effectifs des régions déjà bien dotées, comme les centres des grandes villes, ou les côtes méditerranéennes. Quant aux patientEs, ils devront continuer à avancer une partie des frais de consultation, le gouvernement ayant cédé aux lobbies de médecins libéraux sur la généralisation du « tiers payant » qui restera facultatif.

Palliatifs dérisoires

Les autres mesures ne sont que des palliatifs dérisoires : la télémédecine peut être, dans certains cas, un complément utile, mais elle ne remplace pas la présence de praticiens sur le terrain. Faire travailler des médecins retraités jusqu'à un âge de plus en plus avancé (cumul emploi retraite), préconiser des consultations de médecins hospitaliers, déjà débordés à l'hôpital, transférer aux infirmières une partie des tâches médicales : chacunE peut juger de la pertinence de ces « macroneries ». Le gouvernement n'a même pas relevé le nombre d'étudiantEs en médecine pouvant accéder à la deuxième année (numerus clausus), contribuant ainsi à maintenir et même amplifier la pénurie. Le « pragmatisme » gouvernemental s'arrête là où commencent les dogmes libéraux et les politiques d'austérité qui interdisent toute réponse un tant soit peu efficace. Celle-ci ne pourrait venir que d'un véritable service public de santé avec des centres de santé publics et gratuits, des hôpitaux de proximité, et des centres hospitaliers couvrant l'ensemble du territoire en fonction des besoins de la population. Mais cela suppose d'en finir avec une médecine libérale à bout de souffle, et de mener une politique d'extension du service public de santé, financé à 100% par la Sécurité sociale : des choix aux antipodes de ceux de Macron et du gouvernement.

Jean-Claude Delavigne

Le 13 octobre, le Premier ministre et la ministre de la Santé inauguraient la nouvelle maison de santé de Châlus (Haute-Vienne); l'occasion de promouvoir le plan de lutte gouvernemental contre les « déserts médicaux », qui se limite en réalité à un catalogue de petites recettes inefficaces.



GRENOBLE General Electric : hello, Hulot

À l'appel de l'intersyndicale, 350 personnes, salariéEs de GE, délégations d'entreprises de la ville et de la région, ont manifesté le mardi 17 octobre, avec une présence du PCF, de la FI, d'EÉLV, de Lutte ouvrière et du NPA.

Le 17 octobre était le dernier jour où le gouvernement pouvait faire jouer son droit de rachat de 20% des actions lui permettant de bloquer le projet de suppression de 345 emplois.

Menteurs

La direction du groupe et Bruno Le Maire tentent de brouiller les cartes en mettant en avant la promesse de création nette de 1000 emplois avant la fin de 2018. Avec les postes supprimés ou ceux dont la suppression est d'ores et déjà prévue, cela impliquerait de créer près de 1500 emplois. Même le journaliste des Échos a des doutes ! Avec une pénalité plus que modeste de 50 000 euros par emploi non créé, plafonnée à 50 millions d'euros, GE ne se sent guère obligé de respecter l'accord paraphé par Hollande lors du rachat des activités énergie d'Alstom par GE.

Toutes et tous concernéEs

Ce combat comporte un triple enjeu. Social d'abord,



© NPA GRENOBLE

avec ces 345 suppressions d'emplois qui ne sont que le prélude à la fermeture du site, avec quatre fois plus d'emplois « indirects » qui disparaîtraient dans la foulée. Une perte de savoir-faire et d'expérience ensuite, dans un domaine qui, contrairement aux déclarations de Le Maire, est en mesure de se développer largement. Et enfin cette liquidation programmée, c'est aussi l'abandon d'une filière d'énergie propre, renouvelable, de proximité. Pas la peine de

se lamenter sur le réchauffement climatique si c'est pour ne pas se donner les moyens de sortir des énergies polluantes. Autant de raisons pour faire de la bataille pour l'emploi des GE une bataille nationale, dans laquelle doivent s'impliquer associations, syndicats, partis politiques. Une idée qui traversait l'ensemble des interventions devant la préfecture de l'Isère ce mardi. Une idée à faire grandir, une mobilisation à construire. Robert Pelletier

SAINTES Suppressions d'emplois en masse au Technicentre SNCF

La SNCF a bénéficié cette année de 373 millions d'euros au titre du CICE malgré la suppression de 2 800 emplois. Et ce n'est pas fini...

Cette fois, c'est le technicentre de Charente-Périgord qui est la victime de la privatisation rampante de notre bien public : la SNCF. 135 emplois seraient en effet supprimés à Saintes et 30 sur le site de Périgueux.



DR

Des justifications fabriquées

Le technicentre industriel est un établissement SNCF qui regroupe 320 salariés à Saintes et 510 à Périgueux (le siège). Cet établissement assure la maintenance et la rénovation du matériel remorqué (wagons pour le fret et voitures pour le transport de personnes). Une grande partie du matériel SNCF a 50 ans d'utilisation et approche de la fin de vie. Mais plutôt que de restaurer le matériel à « mi-vie » et le maintenir en état, la SNCF et les régions gérant le parc des TER préfèrent « jeter » et acheter ou faire acheter du neuf. Dans ces conditions, les équipes de maintenance n'ont plus de charge de travail, comme c'est le cas pour le technicentre de Saintes pour 2018, ce qui « justifie » les suppressions d'emplois.

Plan social grand format

La direction du matériel de la SNCF n'hésite d'ailleurs pas à dire qu'elle fera appel aux opérateurs privés pour l'exploitation des lignes ferroviaires et que les régions pourront confier l'entretien des trains régionaux à des entreprises extérieures. 80 à 100 emplois supplémentaires seraient alors menacés de disparition.

La ville de Saintes est victime d'un « plan social » grand format. Après la fermeture des entreprises Wesper et Saintronic, le transfert du siège du Crédit agricole vers Lagord, 900 emplois sont déjà partis en fumée ou vers d'autres horizons.

La suppression des 135 emplois SNCF signifiera pour la ville de Saintes : 4 millions d'euros de masse salariale en moins ; 1,74 million d'euros de sous-traitance en moins auprès des entreprises saintaises ; 300 000 euros de moins de taxes versées aux collectivités locales (ville et CDA).

Les cheminotEs ont rejoint la manifestation nationale du 10 octobre (1 000 personnes à Saintes), nous avons entendu dans le cortège les mots de Solidarité, Résistance, Fraternité... et ça fait du bien !

Correspondants



© NPA 86

L'ARS Centre-Val de Loire au service du ministère de la Santé

Dès 2015, l'ARS du Centre-Val de Loire a tout mis en oeuvre pour imposer à l'hôpital du Blanc la fusion avec le centre hospitalier de Châteauroux. Une démarche vue d'un mauvais oeil par le Comité de défense qui entre alors en négociation afin d'obtenir des garanties, notamment le maintien de l'offre de soins. Et, face au non-respect de ces garanties et à la duplicité du site de Châteauroux, de nouvelles revendications se sont fait entendre, comme la création d'un pôle de surveillance avec des représentantEs du Comité de défense et des représentantEs d'usagerEs, le rétablissement de la coopération avec le CHU de Poitiers ou encore que les appels d'urgence dans le bassin

local soient orientés vers le service des urgences du site blancois...

Se mobiliser pour le service public hospitalier

Pour inverser la tendance à la destruction du service public hospitalier, il faut abroger les contre-réformes qui détruisent l'hôpital et le transforment sur le modèle de l'entreprise capitaliste. Il faut en finir avec l'austérité budgétaire à l'hôpital, créer 120 000 emplois pour maintenir des établissements de proximité, comprenant au moins un service d'urgence, une maternité et un service de chirurgie, et créer des centres de santé publics ouverts 24 h/24 pour la médecine de proximité. La santé n'est pas une marchandise : les actionnaires des cliniques privées

doivent être expropriés pour intégrer ces établissements au service public de santé.

Nous voulons la gratuité intégrale des soins, en ville ou à l'hôpital, le remboursement à 100% par la Sécurité sociale, et donc la suppression des assurances « complémentaire santé », le tiers payant intégral évitant toute avance de frais, la suppression des « franchises et forfaits » et du « forfait hospitalier », et l'interdiction de tout dépassement d'honoraires.

Cela passe notamment par un affrontement avec le budget 2018 du gouvernement Macron-Philippe, qui prévoit une économie d'un milliard d'euros sur les dépenses publiques hospitalières.

Antoine Godon

Les comités en action!

Créteil Avec Philippe Poutou pour l'unité et la convergence des luttes.

Le vendredi 13 octobre, à l'initiative des camarades du NPA 94, une réunion publique ayant pour thème «Unité et convergence des luttes» et pour intervenant principal notre porte-parole Philippe Poutou, s'est tenue à Créteil devant 40 à 50 personnes dont une moitié nous étaient inconnues, une dizaine laissant leur coordonnées pour être associées à nos prochaines initiatives.



DR

Plusieurs invités ont pris la parole: Paul, enseignant en lycée à Champigny-sur-Marne et camarade du NPA, a décrit les problématiques liées à l'éducation, aux fausses solutions du gouvernement alors que sur le long terme et sans moyen supplémentaire, l'Éducation nationale doit assurer sa mission auprès de plus en plus d'élèves.

Pablo de RESF (Réseau éducation sans frontières), puis Diallo du Collectif des travailleurs sans-papiers 94, ont exprimé les difficultés croissantes de défense des régularisations des élèves et des travailleurEs sans-papiers. La nécessité d'être plus radical via des occupations pour contraindre la préfecture au dialogue, et l'appel à une plus grande convergence entre nos luttes ont conclu l'intervention de Diallo.

Enfin, Philippe a établi un état des lieux des conflits sociaux actuels, tels que les mobilisations dans la métallurgie, la «chasse aux DRH», le référendum en Catalogne, etc. et leurs traitements médiatiques respectifs. Philippe a lié l'ensemble des problématiques exposées à la mise en cause globale du capitalisme.

Les débats avec le public réceptif ont notamment porté sur la capacité des différentes forces militantes à se rassembler au-delà des organisations traditionnelles.

Des journalistes de France 2 ayant couvert la réunion et interviewé Philippe, nous espérons que cela offrira une visibilité à nos idées et notre militantisme, qui ont rendu cet événement possible.

Gironde Une fête sous le signe de la révolution. La fête du NPA 33 était placée sous le signe de l'actualité de la révolution, cent ans après celle de 1917. Un peu plus de 200 personnes ont participé à ce moment fraternel et militant, avec des débats fournis, de nombreuses discussions autour des tables, devant les expos, à la librairie, autour d'un verre ou du repas antillais...

Après un premier débat sur la mondialisation, l'approfondissement de la crise et l'actualité de la révolution, nous avons invité les organisations avec qui nous nous retrouvons dans les luttes à échanger sur les perspectives. Le PCF, la FI en la personne du député girondin, Ensemble, AC! ainsi que l'union locale CGT de Bordeaux-nord étaient présents pour débattre avec le NPA. Cela a permis d'échanger sur nos compréhensions de la situation, sur le mouvement à construire. La discussion a



DR

Philippe Poutou au côté des salariéEs de GE/Alstom en lutte

Vendredi 13 octobre, Philippe Poutou était à Grenoble pour soutenir les salariéEs de GE/Alstom.

À 10 heures du matin, c'est dans les locaux du comité d'entreprise que l'intersyndicale CGT/CFDT/CGC a reçu Philippe accompagné d'une large délégation du NPA Isère.

Une longue lutte

En introduction, les responsables syndicaux ont exposé l'historique centenaire de l'entreprise et leur longue lutte contre les suppressions d'emplois... notamment la mise au pilori de la filière hydroélectrique par les gouvernements successifs. Pour l'intersyndicale, le mardi 17 octobre 2017 sera une date clef pour l'avenir du site: c'est la date butoir où l'État peut intervenir en rachetant 20% des actions et ainsi bloquer l'application du «plan social» et ses 345 licenciements annoncés...

Philippe est intervenu notamment pour affirmer l'urgence de l'unité dans le but de construire un mouvement social puissant face au gouvernement Macron. Notre camarade a martelé que la lutte des GE/Alstom est actuellement emblématique et que nous avons grandement besoin d'une victoire sociale.

Une stratégie pour gagner

Le débat qui a suivi a porté entre autres sur le besoin d'investissements pour le développement des énergies renouvelables – que ce soit dans l'hydroélectricité, le photovoltaïque ou l'éolien – et la nécessité de construire un grand service public de l'énergie. Puis, à midi, Philippe est intervenu à l'entrée de l'usine devant près de 200 salariéEs avec une diatribe des plus appréciées, en rappelant que, face à Macron et ses porte-flingue, il nous faut impérativement une stratégie pour gagner en ancrant la mobilisation et la grève partout. La venue de Philippe a été appréciée par les salariéEs car elle maintient la pression politique et médiatique, malgré la levée du blocage la veille. À noter aussi l'intervention combative et émouvante

vite porté sur la question du pouvoir, la relation aux institutions tant d'un point de vue syndical que politique, l'indépendance de classe et quel parti pour le monde du travail et la jeunesse. Des débats que nous avons relativement peu l'occasion de mener ainsi, amenant chacun à formuler ses raisonnements, sa politique, ses perspectives... et les divergences importantes que nous avons besoin de discuter. Des camarades ont regretté que Lutte ouvrière, qui tenait une table de presse à la fête, n'ait pas souhaité intervenir dans ce débat, et en ont discuté fraternellement avec ses militantEs présents...

Nous avons également invité l'écrivain Nedjib Sidi Moussa à présenter son livre *la Fabrique du musulman*, près de 70 personnes ont participé à l'échange qui a suivi.

Un des temps forts de la fête a bien sûr été l'allocution de notre camarade Philippe Poutou, accueilli chaleureusement, faisant le lien dans son intervention avec les débats qui s'étaient menés précédemment.



© NPA GRENOBLE

d'une étudiante de l'Unef venue apporter le soutien de la jeunesse étudiante grenobloise. Une chaude ambiance avec des slogans et des chansons, la discussion politique se terminant autour d'un barbecue convivial: la meilleure des façons de conclure une belle journée de solidarité!

Correspondant



© NPA GRENOBLE

Grenoble



© NPA GRENOBLE

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie

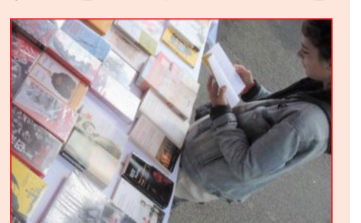


PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com

contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :

lundi : 14 h – 20 h,

mardi au samedi : 12 h – 20 h

Librairie la Brèche

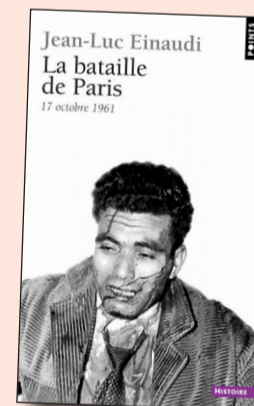
Deux livres à propos du 17 octobre 1961

Jean-Luc Einaudi, *La Bataille de Paris. 17 octobre 1961*, Le Seuil, 1991 (réédition en poche en 2001, postface inédite de l'auteur).
Fabrice Riceputi, *La Bataille d'Einaudi*, Le Passager clandestin, 2015, 15 euros.

Si le 17 octobre 1961 a fini par être reconnu et si l'évènement figure désormais dans les manuels scolaires, c'est au terme de 30 années d'un véritable combat mené par l'historien Jean-Luc Einaudi et la publication de son ouvrage *La Bataille de Paris* en 1991. Cette histoire de l'histoire est racontée par Fabrice Riceputi dans *La Bataille d'Einaudi*.

Dans cette quête de la reconnaissance d'un évident – et monstrueux – crime d'État, Jean-Luc dut notamment affronter l'un des piliers de l'État, un des instigateurs de la répression

de cette manifestation pacifique de travailleurs algériens à Paris souvent venus en famille depuis les banlieues: l'ignoble préfet Papon, qui joua un rôle de sinistre mémoire dans les rafles des juifs durant la guerre.



Jean-Luc fut ainsi attaqué en justice en 1991 par Papon pour diffamation. Ce dernier fut certes et heureusement débouté, mais le procès fut l'occasion d'entendre nombre de mensonges révisionnistes qui donnent une idée de l'ampleur de la tâche à laquelle Jean-Luc était confronté. L'avocat de Papon présenta ainsi le préfet comme un «modérateur», évoquant «une situation quasi insurrectionnelle», et une guerre où «la manifestation apparemment pacifique est une arme».

Une «modération» dont une note manuscrite de Papon, datée du 5 septembre 1961, témoigne



de façon limpide: «les groupes de choc [du FLN] en flagrant crime doivent être abattus sur place par les forces de l'ordre». La police parisienne et ses supplétifs, honnêtes OAS et autres néofascistes, ont bel et bien agi sur ordre.

Une fête réussie qui s'est terminée par le concert du Kei's Jazz band, et qui va trouver un prolongement dans quelques jours à l'occasion de la soirée-débat organisée par le NPA33 au cinéma Utopia autour de la projection de *Jeune Karl Marx*, en présence de Philippe. À suivre...

Strasbourg «La colonisation: des crimes contre l'humanité?»

Vendredi 13 octobre, à quelques jours de la commémoration du 17 octobre 1961, le Collectif «D'ailleurs nous sommes d'Ici» 67 avait invité Olivier Le Cour Grandmaison pour une réunion publique sur le thème «La colonisation: des crimes contre l'humanité?» Plus d'une soixantaine de personnes ont participé à l'initiative.

La colonisation étant un sujet très vaste, l'intervention a surtout porté sur le massacre du 17 octobre 1961, sous la présidence de Charles de Gaulle. À l'époque le couvre-feu, instauré par Maurice Papon avec l'aval du gouvernement, ne

concernait que ceux qui étaient nommés «Français musulmans d'Algérie».

14 000 manifestantEs (sur les 30 000) ont été raflés selon une technique policière qui avait émergé à la fin du 19^e siècle et qui avait été notamment utilisée sous Vichy. Violences extrêmes, exécutions sommaires, noyades... ont fait entre 250 et 300 morts. La police a utilisé des méthodes spécifiques vis-à-vis des «FMA» ou Français musulmans d'Algérie: tortures, «disparitions forcées». Des techniques de guerre contre-révolutionnaire importées à Paris par Papon après la bataille d'Alger.

Un crime contre l'humanité selon la définition du droit international: «violation délibérée et ignominieuse des droits fondamentaux d'un individu ou d'un groupe d'individus inspirée par des motifs politiques, philosophiques, raciaux ou religieux»

Jusqu'à aujourd'hui, aucun chef d'État français n'a eu le courage de le reconnaître. Le combat pour la vérité et la justice continue.

Essai

Les femmes dans la révolution russe, de Jean-Jacques Marie

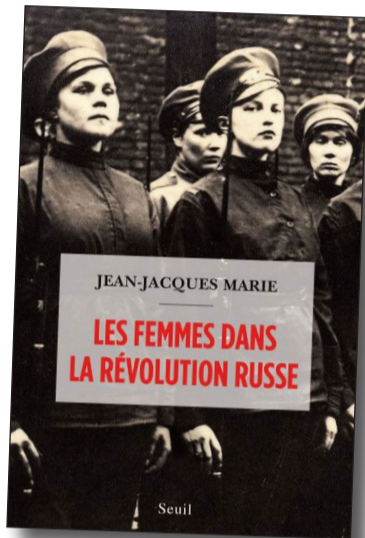
Seuil, 2017, 384 pages, 21 euros

Un livre à lire absolument. Jean-Jacques Marie réussit, en faisant appel à des archives très riches, à retracer le cheminement, étroitement mêlé, de la révolution et de la libération des femmes de la deuxième moitié du 19^e siècle jusqu'à la fin des années 1920, principalement.

Avant même de nous faire vivre les soubresauts de cette histoire, il nous fait sentir le poids de l'oppression tsariste, notamment pour la population des campagnes et pour les paysannes en particulier. L'auteur retrace avec beaucoup d'empathie l'engagement de ces jeunes femmes cultivées et issues de l'aristocratie dans le mouvement populiste au 19^e siècle. Plusieurs d'entre elles se radicalisent et participent directement aux attentats individuels contre les dignitaires du régime. Elles n'échapperont pas à la répression violente, condamnées à la prison ou la déportation. Dans ce chapitre et les suivants, Jean-Jacques Marie redonne un visage aux nombreuses femmes révolutionnaires qui, au fil des décennies, ont combattu courageusement et contesté le sort traditionnel qui leur était promis.

Un rôle déterminant, voire d'avant-garde

Progressivement, avec le début de l'industrialisation et l'impasse de la stratégie fondée sur la violence terroriste, les grèves et les manifestations – durement réprimées – prennent le relais. Les femmes y sont non seulement très présentes mais y jouent souvent un rôle « déterminant », voire d'avant-garde, comme le 23 février (8 mars) 1917. Le récit de cette journée est le seul vrai moment réjouissant de cet ouvrage. Jean-Jacques Marie nous raconte avec beaucoup d'humour comment des



responsables socialistes sont débordés par des « bonnes femmes » qui sont censées ne rien comprendre à la révolution. Il cite ainsi les souvenirs d'un militant bolchevik très en colère face à la détermination des ouvrières grévistes du textile du quartier de Vyborg à Saint-Petersbourg qui décident de manifester « contre la vie chère et le manque de pain » et viennent chercher le soutien des ouvriers métallurgistes de l'usine Ericsson, malgré les consignes du parti soucieux d'éviter la répression. Un militant menchevik, de son côté, qui travaille alors au ministère de l'Agriculture, rapporte lui aussi son scepticisme quand il entend la conversation de deux dactylos. L'une de ces « demoiselles petites bourgeoises » déclare sans se tromper :

« Vous savez, à mon avis, c'est le commencement de la révolution ».

Des décrets révolutionnaires

Après la chute du tsar et l'installation du gouvernement bolchevik, on assiste à une « avalanche » de décrets révolutionnaires, pour reprendre l'expression de l'auteur. Parmi tous ces décrets, certains concernent tout particulièrement la vie quotidienne des femmes et... des hommes, comme ceux qui instaurent l'état civil, le mariage civil, le droit de divorcer ou qui dépénalisent l'homosexualité. Alexandra Kollontaï, nommée commissaire à la Protection sociale, décrète, dès le 29 octobre 1917, une nouvelle réglementation du travail pour les femmes et les jeunes de moins de 16 ans. Le 20 juin 1918, un décret révolutionnaire instaure deux semaines de congés payés. Par ailleurs, le nouveau gouvernement « affirme sa volonté de créer un réseau de crèches et de jardins d'enfants », sous « la pression » d'Alexandra Kollontaï, d'Inessa Armand et de bien d'autres militantes. Dès le 28 décembre 1917, le commissariat à l'Assistance sociale crée également une section de la protection de la maternité et de la petite enfance avec des ramifications dans toute la société. Enfin, en 1920, un décret dépénalise l'avortement mais cela, non pas au nom du droit des femmes à contrôler leur fécondité, mais en raison des conditions économiques catastrophiques qui règnent dans le pays, comme le rappelle Alix Holt¹. Dès 1918, la guerre civile contraint

les militantEs les plus dévoués, et en particulier les hommes, à partir sur les différents fronts, et obligent les femmes à les remplacer en partie dans la production, dans le parti, les soviets ou les syndicats.

Guerre civile

Tout cela pouvait bousculer les rapports sociaux entre femmes et hommes mais, comme nous le montre l'auteur, le décalage qui s'instaure entre les décrets et leur mise en application est énorme. La guerre civile s'accompagne de la désorganisation économique, de la misère, de la famine et des millions d'enfants se retrouvent à errer. Dans ces conditions, les institutions censées libérer les femmes de la servitude domestique, les crèches, les cantines communautaires, les foyers pour les enfants abandonnés ou orphelins, n'ont plus d'autre fonction que d'assurer le rationnement alimentaire, dans des lieux crasseux et délabrés. Par ailleurs une grande partie de la population masculine, y compris dans les rangs des militants bolcheviks, notamment dans les campagnes, va s'opposer de manière plus ou moins violente à l'engagement des femmes dans la vie politique et sociale. C'est là où le Jenotdiel (les sections destinées à l'agitation et à la propagande parmi les femmes, qui compte 3 millions de militantes à la fin des années 1920 selon Alix Holt), aurait pu avoir tout son rôle. L'auteur nous en décrit surtout la fin en 1930, dans le contexte de la liquidation des oppositions à Staline. On sort groggy de la lecture de ce livre. Mais c'est un des intérêts de l'ouvrage : nous dessiller les yeux².

Josette Trat

1 – Alix Holt, « Les bolcheviks et l'oppression des femmes », in *Femmes et mouvement ouvrier*, Annik Mahaim, Alix Holt, Jacqueline Heinen, La Brèche, 1979.

2 – En complément, on peut lire une sélection de textes d'Alexandra Kollontaï, choisis et présentés par Patricia Latour : *La Révolution, le féminisme, l'amour et la liberté*, Le Temps des cerises, 2017.

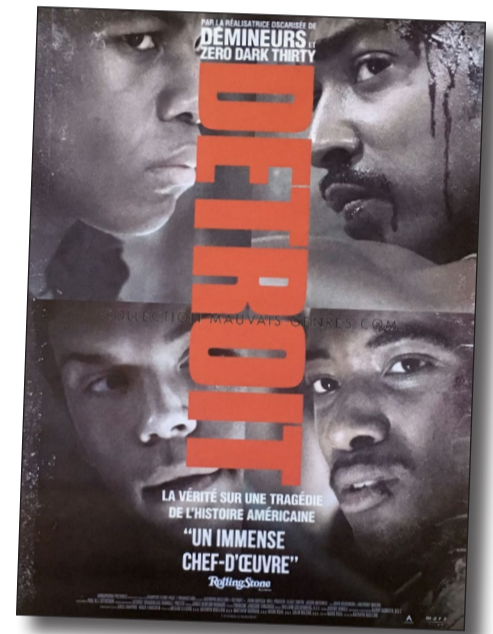
Cinéma

Detroit, de Kathryn Bigelow

Avec John Boyega, Will Poulter, Algee Smith. Sortie le mercredi 11 octobre.

1967 : Detroit capitale de l'automobile américaine. Une ville où les Afro-américains du Sud ont afflué après la Seconde Guerre mondiale dans l'espoir d'une vie meilleure et sans discrimination. Sur ce dernier point, la désillusion est claire : la police se distingue par son racisme.

Le film *Detroit* débute par une rafle violente de la police dans un bar clandestin (leur existence s'explique par la discrimination qui existe dans la ville) où se déroule une fête autour de soldats noirs de retour du Vietnam.



Violences et impunité policières

Les brutalités policières déclenchent émeutes et pillages (des Blancs y participent aussi). Des coups de feu sont entendus en pleine nuit. Les forces de l'ordre encerclent l'Algiers Motel (essentiellement fréquentés par des Noirs) d'où semblent être provenues les détonations. Les policiers soumettent des clients noirs de l'hôtel et les deux femmes blanches à un interrogatoire sadique et les menacent de mort pour extorquer des aveux. Ceux des policiers en désaccord avec les méthodes de leurs collègues se contentent de quitter les lieux. Le bilan est lourd : trois hommes sont abattus à bout portant, et plusieurs autres blessés...

Un procès des policiers assassins finira par intervenir (et se soldera par leurs acquittement) : le film montre qu'il tourne à certains moments à celui de leurs victimes dont on veut démontrer qu'il s'agit de délinquants.

Un film à voir... et à critiquer

Le film de Kathryn Bigelow mérite d'être vu, et pas seulement par sa description de comportements policiers et judiciaires toujours d'actualité : il montre les vies brisées, de même que les impasses de ceux qui essaient d'être des Noirs « corrects » aux yeux de la société blanche.

La dramaturgie a été resserrée sur quelques événements, c'est en partie inévitable mais le contexte méritait d'être plus nettement évoqué tant les événements de Detroit ne sont pas isolés : ils ont été précédés par ceux de Watts en 1965, et toutes ces années sont marquées par une forte contestation contre la guerre du Vietnam et la ségrégation raciale qui perdure malgré les lois sur les droits civiques. À Detroit même, existe un fort activisme noir. Tout cela n'est pas montré et cette lacune a été fortement critiquée aux États-Unis : un texte signé par des universitaires souligne que « les habitants [noirs] de Detroit vus par Bigelow sont furieux, aliénés, sans réflexion et apolitiques ».

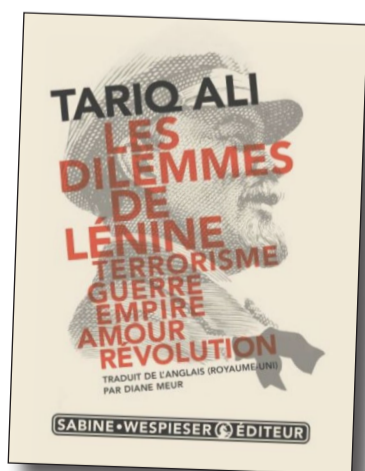
Si cette observation renvoie à une vraie limite du film, d'autres critiques étatsuniennes suscitent plus d'interrogations : certains ont vu dans le film une complaisance dans la description des violences policières, et d'autres se sont interrogés sur la légitimité d'une réalisatrice blanche à traiter ce sujet...
Henri Wilno

Essai

Les dilemmes de Lénine, de Tariq Ali

Sabine Wespieser éditeur, 488 pages, 25 euros.

Avec les Dilemmes de Lénine, Tariq Ali nous propose un ouvrage, à mi-chemin entre la biographie et l'essai, puisqu'il s'agit pour l'auteur de situer la trajectoire de Lénine dans son environnement politique, social et idéologique. Un exercice difficile qui, s'il est dans l'ensemble fort réussi, a parfois du mal à résister aux logiques de personnalisation.



« Faire revivre la mémoire de Lénine »

« Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, et plus tôt, dans les années 70 par la voix des intellectuels français, on a soudainement

découvert les crimes de Staline et considéré que la révolution russe était un désastre complet. J'ai écrit ce livre comme un acte de résistance pour dire que nous ne pouvons pas ignorer le mouvement utopique. Ce n'est pas tant une réhabilitation de Lénine qu'une tentative de faire revivre sa mémoire. » Ainsi s'exprime Tariq Ali, intellectuel militant britannique d'origine pakistanaise, dans un entretien récemment accordé à *Libération* à propos de son dernier ouvrage. De ce point de vue, l'exercice est réussi, notamment dans la mesure où l'auteur, par son choix d'étudier les « dilemmes » de Lénine (face au terrorisme, à la guerre, à la révolution, etc.), montre amplement à quel point la pensée du dirigeant révolutionnaire n'avait rien à voir avec le dogme mais bien, sur la base de principes fondamentaux tirés des écrits de Marx et des marxistes,

« l'analyse concrète d'une situation concrète ».

Les développements biographiques permettent en outre de mesurer à quel point les analyses et choix de Lénine ont été façonnés par son histoire personnelle, voire intime, qu'il s'agisse de la mort de son frère aîné Sacha, exécuté après une tentative d'attentat manquée contre le Tsar, des exils forcés, qui l'ont amené à rencontrer des dirigeants et des penseurs révolutionnaires de toute l'Europe, ou de certaines de ses lectures prémarxistes, comme le roman utopique *Que faire ?* de Tchernychevski (publié en 1863), qui suscita l'enthousiasme de la jeunesse radicale russe et donnera son titre à un fameux opus de Lénine.

Des choix difficiles et conflictuels

À travers la vie de Lénine – et ce malgré de longues ellipses –, on

en apprend beaucoup sur la progression des idées révolutionnaires en Russie, sur les débats qui ont agité les mouvements politiques anti-tsaristes, sur les difficiles et conflictuels choix des bolchéviks entre février et octobre 1917, mais aussi sur les discussions concernant la stratégie militaire, les relations internationales ou la place des revendications féministes dans le processus révolutionnaire. L'ouvrage constitue ainsi une somme de près de 500 pages, d'une richesse et d'une densité rares, et donne à voir un Lénine qui, s'il ne refuse pas de trancher, parfois dans le vif, est moins sûr de lui, plus souple et plus « humain » que l'image que certains ont voulu, et veulent encore, entretenir. Un bémol : l'auteur cède parfois à la tentation hagiographique et à la personnalisation avec des sentences telles que « ce qui est sûr, c'est que, sans Lénine, il n'y aurait pas eu de révolution socialiste en 1917 ». Une assurance qui, paradoxalement, contraste avec la valorisation du sens des possibles présent chez Lénine et qui, pour reprendre une formule de Daniel Bensaïd, tend à « enterrer les possibles latéraux, qui ne sont pourtant pas moins réels que le fait accompli ».
Julien Salingue

« Des millions de gens ont découvert que le médicament dont leur vie dépend a été modifié sans qu'ils en soient avertis »

Entretien. En mars, une nouvelle formule du Levothyrox, prescrit pour les personnes souffrant de maladies de la thyroïde, était mise sur le marché. Progressivement, des milliers, puis des dizaines de milliers de malades se sont plaints des effets de ce changement de formule, puis de la gestion catastrophique de la situation par les pouvoirs publics. Retour sur cette affaire, toujours en cours, avec **Fatima**, chargée de projet, qui fait partie des malades mobilisés.

On a beaucoup parlé du Levothyrox mais, paradoxalement, très peu des malades et de leurs maladies. N'est-ce pas pourtant essentiel pour comprendre l'importance de ce médicament et, partant, des effets induits par le changement de formule ?

J'ai appris il y a quelques mois, dans le cadre d'un échange informel avec une diététicienne, qu'il se pourrait que le Levothyrox ait changé, alors que je lui expliquais que ma TSH n'était pas stable, que cela avait un impact sur mon poids, que j'étais très fatiguée, que je perdais mes cheveux, etc. J'ai fait des recherches, je suis tombée sur un communiqué de l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM), daté de mars, qui indiquait effectivement qu'il allait y avoir un changement, non dans la formule, mais dans les excipients² du Levothyrox. Je découvre alors, nous sommes début août, qu'il y a une pétition contre le nouveau Levothyrox signée par 19 000 personnes [la pétition, lancée le 24 juin, a aujourd'hui été signée par plus de 300 000 personnes]. J'en parle autour de moi, les gens utilisent les réseaux sociaux, cela commence à avoir un peu d'écho, le *Parisien* écrit un article dans lequel je témoigne, et finalement l'affaire est vraiment médiatisée, et de plus en plus de personnes alertent sur le fait qu'elles souffrent. Les médias découvrent alors que le Levothyrox est l'un des médicaments les plus vendus en France, que les maladies de la thyroïde touchent 3 millions de personnes. Mais très peu font l'effort de comprendre ce que sont ces maladies et, finalement, de comprendre pourquoi on prend ce médicament. Ce n'est pas du Doliprane ! Les gens qui prennent du Levothyrox, sont réglés, régulés par ce médicament. Ce dernier est fabriqué par un seul laboratoire, Merck, ce qui signifie que des millions de gens ont appris du jour au lendemain que le médicament qu'ils prennent, et dont leur vie dépend, a été modifié sans qu'ils en soient avertis. Et s'il y a des effets indésirables dus aux nouveaux excipients, la grande majorité des effets dits « secondaires » sont les conséquences du dérèglement de la TSH, qu'il s'agisse d'hypothyroïdie ou d'hyperthyroïdie, qui peuvent être graves, notamment pour les personnes les plus fragiles.

Certains parlent aujourd'hui d'un emballement médiatique autour de « l'affaire » du Levothyrox tandis que d'autres dénoncent une omerta sur un « scandale sanitaire ». Comment faire la part des choses ?

Pour moi, à partir du moment où des gens prennent un médicament et ne sont pas informés qu'il y a un changement dans sa composition, il y a scandale. On peut faire des euphémismes et parler d'un manque ou d'un déficit d'information, mais il faut souligner que les médecins eux-mêmes n'étaient pas



parce que l'on fait une prise de sang, parce que l'on a certains symptômes et que le médecin fait un test... À aucun moment, dans sa vie, on ne voit des affiches qui énoncent les symptômes et les lient aux maladies de la thyroïde, ou tout simplement qui évoquent ces dernières, comme tu peux en avoir pour le cancer du sein par exemple. Alors qu'il y a 3 millions de personnes qui sont touchées ! Et je me suis toujours posé la question, en tant que malade, de savoir pourquoi il n'y a pas de communication publique et de politique de santé sur ces maladies... Pour en revenir à « l'affaire », les associations ont été reçues au ministère, il y a eu une conférence de presse de la ministre qui s'est voulue rassurante, qui a dit que rien ne changerait, puis on a annoncé que l'ancienne version allait être remise en vente, mais uniquement pour les personnes qui auraient fait constater par leur médecin les effets du changement d'excipients, puis on a annoncé l'arrivée d'une alternative par un autre laboratoire... Quant j'échange avec mon endocrinologue, ce qu'elle sait, c'est ce qu'elle lit dans les journaux ! Et il faut souligner qu'au-delà des malades, cette affaire a un coût pour l'ensemble de la société, puisque cela a généré de nombreuses dépenses supplémentaires pour la Sécurité sociale, avec la multiplication des prises de sang, des tests, des échographies, etc.

Quelle a été l'attitude, et quelles sont les responsabilités des pouvoirs publics dans cette affaire ?

L'ANSM a donc fait un communiqué début mars annonçant le changement, que l'on pouvait lire sur le site et sur ceux de trois médias hyper-spécialisés et qui, selon eux, suffisaient à faire connaître l'information. Quand « l'affaire » a éclaté cet été, ils ont mis en place un numéro vert pour répondre aux questions des gens inquiets, parfois en panique. S'il y a eu besoin de ce numéro vert, qui a été très vite saturé, cela montre bien que la communication a été mal gérée en amont... Et pour moi, cela rejoint la façon dont on communique (mal) sur la prévention des maladies de la thyroïde. Aujourd'hui, on découvre qu'on a une maladie de la thyroïde parce que l'on sait que notre mère en avait une (80 % des malades de la thyroïde sont des femmes),

des gens, l'AFMT estime quant à elle que cette absence d'information est grave, que les malades sont laissés à eux-mêmes, que les tests n'ont pas été faits sur des échantillons assez larges, etc. Des plaintes ont été déposées et sont actuellement traitées par le Parquet³, mais il n'y a pas vraiment de mobilisation collective, de cadre permettant à l'ensemble des malades de s'organiser et de trouver, d'imposer des solutions. On reste donc dans le flou... Il faudrait au moins qu'on oblige les laboratoires pharmaceutiques à communiquer clairement sur les boîtes les changements d'excipients ou autres – et cela pour tous les médicaments, du coup c'est vers les députés/sénateurs que chacun doit se tourner, pour que cela devienne une proposition de loi ou d'amendement. En attendant, les gens cherchent des solutions, plus individuelles, en allant par exemple se fournir dans d'autres pays européens où l'ancienne formule est toujours en vente. On a même vu quelqu'un vendre aux enchères son Levothyrox ancienne formule sur Ebay ! Bref, on a de quoi être inquiet face à cette situation car jusqu'à présent ce qu'on nous propose, c'est l'instabilité, à un point tel qu'on se demande si les pouvoirs publics sont en capacité de gérer cette situation, tant ils ont l'air de la découvrir en même temps que nous.

Propos recueillis par Julien Salingue

1 – La TSH (thyroïdostimuline) est une hormone sécrétée par l'hypophyse, qui stimule l'activité de la glande thyroïde.

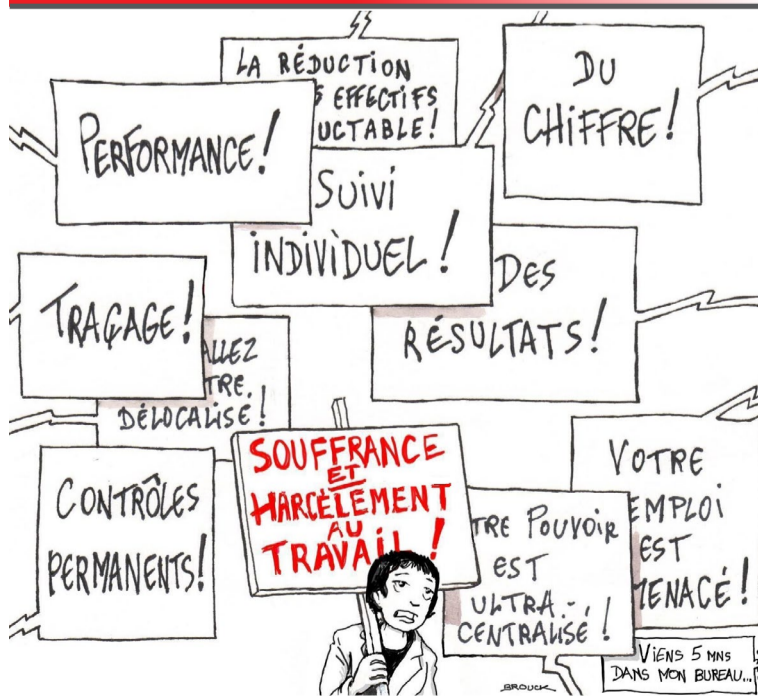
2 – Les excipients sont les composants d'un médicament qui ne font pas partie de ses principes actifs : ils lui donnent une couleur, un goût, une consistance, etc.

3 – Le 17 octobre, c'est-à-dire lendemain de cette interview, on apprenait qu'une perquisition avait lieu au siège de l'ANSM, ordonnée par le pôle santé publique du parquet de Marseille.

Existe-t-il aujourd'hui une mobilisation collective des malades, en premier lieu de ceux qui ont été victimes du changement de formule ?

Il y a principalement deux associations de malades : Vivre sans thyroïde (VST) et l'Association française des malades de la thyroïde (AFMT). Ces deux associations n'ont pas forcément le même discours : VST dit que les médias en ont trop fait et que ça fait paniquer inutilement

L'image de la semaine



Vu ailleurs

AMIANTE DANS LES ÉCOLES. Ya-t-il de l'amiante dans l'école de mes enfants ? Si le bâtiment où ils passent leurs journées a été construit avant l'interdiction de ce matériau, en 1997, c'est possible. Et s'il date des années 1960 ou 1970, c'est très probable. Anti-feu efficace et isolant thermique, l'amiante a été abondamment utilisée dans la construction en dépit de sa dangerosité, y compris dans les écoles. « Il y en a partout, résume Patrice Raveneau, de l'Association nationale des victimes de l'amiante (Andeva). Des milliers d'établissements sont concernés. Le matériau le plus répandu, à notre connaissance, ce sont les dalles de sol amiantées. » [...] En France, associations de victimes et parents d'élèves réclament depuis des années une cartographie nationale référençant les écoles contenant de l'amiante, et définissant l'état de dégradation des matériaux. La mission « amiante » du professeur Claude Got avait soufflé cette idée dès 1998, en décrivant précisément ses modalités. [...] « Il est souvent compliqué, pour les parents, d'obtenir des informations, remarque Patrice Raveneau, qui centralise leurs appels au siège national de l'Andeva, à Vincennes. Ils ont du mal à se procurer les dossiers techniques amiante (DTA) – qui indiquent notamment la localisation et l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante. » Nombre d'élus refusent carrément de leur donner, alors qu'ils sont tenus de le faire. [...] Pour les personnels de l'éducation nationale, inquiets d'avoir passé plusieurs années au contact des fibres cancérigènes, c'est tout aussi compliqué. « Les mairies les renvoient vers les rectorats, qui leur disent d'aller voir leurs mairies, regrette Hervé Moreau, du Syndicat national des enseignants (Snes). Il est pourtant essentiel de savoir où est l'amiante, pour ne pas commettre d'imprudences ; par exemple prendre une perceuse pour visser quelque chose dans un établi amianté ou, pour les personnes en charge du ménage, utiliser des machines qui découpent le sol au moyen de disques abrasifs. » Dans une note d'octobre 2012, le recteur de l'académie de Créteil a informé les chefs d'établissement que ce genre de décapage était prohibé, à cause du risque de mise en suspensions de fibres d'amiante. « Cinq ans après son envoi, cette circulaire est-elle appliquée dans tous les établissements concernés ?, interroge l'Andeva. Existe-t-il des consignes analogues dans les autres académies ? » Aucune centralisation des données ne permet de le dire.

« Des milliers d'établissements scolaires contiennent toujours de l'amiante », Nolwenn Weiler, Bastamag, 11 octobre 2017

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	6 mois 28 € / 1 an 56 €	6 mois 20 € / 1 an 40 €	
Mensuel	6 mois 22 € / 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	6 mois 50 € / 1 an 100 €	6 mois 38 € / 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	10 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	25 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43222554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org